

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ÉTUDE

SUR LA

DÉCONFITURE

PAR

H. DAUTIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Mardi 10 Décembre 1907, à 1 heure 1/2.

Président : M. WEISS, professeur.

*Assesseurs { MM. BARTIN, professeur.
WOHL, agrégé.*

PARIS

Imprimerie de la GAZETTE DU PALAIS

20, RUE GEOFFROY-L'ASNIER

1907

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ÉTUDE
SUR LA
DÉCONFITURE

PAR
H. DAUTIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Mardi 10 Décembre 1907, à 4 heure 1/2.

Président : M. WEISS, professeur.

Assesseurs { *MM. BARTIN, professeur.*
WOHL, agrégé.



PARIS

Imprimerie de la GAZETTE DU PALAIS

20, RUE GEOFFROY-L'ASNIER

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ETUDE SUR LA DÉCONFITURE

INTRODUCTION

Un débiteur peut se trouver hors d'état d'exécuter ses engagements. Dans ce cas, que peut-il et que doit-il faire ? A quelles conséquences cette situation va-t-elle aboutir, soit du côté du débiteur, soit du côté du créancier ? Parmi les obligations qu'il a contractées, le débiteur devra-t-il en exécuter quelques-unes avant les autres, ou bien sera-t-il tenu de les exécuter toutes partiellement et proportionnellement à leur importance ? Comment les conflits vont-ils être tranchés ?

Avant d'examiner les solutions données par les législations modernes à la solution de ce problème, il est indispensable de débiter par un historique rapide, qui formera notre introduction.

Au début des civilisations, l'étude de l'insolvabilité se confond avec celle des voies d'exécution sur la personne, et celles-ci ont présenté chez tous les peuples primitifs ce ca-

ractère commun d'être empreintes d'une rigueur inouïe. Le progrès a consisté à améliorer sans cesse la situation des débiteurs, et les déchéances que ceux-ci encouraient irrémédiablement dans les temps antiques ont été peu à peu atténuées. Au sentiment de colère et de vengeance que suscitait chez le créancier l'inexécution de l'obligation, ont succédé peu à peu d'autres idées, et l'on a compris au cours des âges que la justice privée, c'est-à-dire la force, ne correspondait pas à la meilleure voie d'exécution ; on a admis des délais ou des compensations pour l'accomplissement de la prestation promise, et il est arrivé une époque où le législateur s'est refusé à sanctionner les violences que les créanciers non payés avaient l'habitude de commettre pour se venger de leur débiteur.

En remontant aux origines, on trouve des mesures de rigueur employées contre le débiteur dès le droit hindou. Le créancier peut l'emprisonner et le charger de fers, et même le frapper jusqu'à ce qu'il fournisse la prestation promise. A une époque moins reculée, le débiteur est obligé de travailler pour le compte du créancier, et la valeur de son travail est imputée sur la dette jusqu'à parfait paiement. Une convention peut même régler à l'avance les conditions de cette servitude, pour le cas d'inexécution. Le droit hindou offrait de plus cette particularité que le créancier non payé avait la faculté d'investir la demeure de son débiteur, et de le garder à vue jusqu'à libération.

Les Hébreux ont connu aussi une phase initiale où le débiteur pouvait être réduit en servitude s'il ne procurait pas au créancier la satisfaction convenue (WALLON, *Histoire de l'Esclavage*, t. I, p. 10). Mais leurs lois ont, d'assez bonne heure, apporté quelques adoucissements à l'exercice de cette faculté, et l'on s'est efforcé d'imposer au créan-

cier une certaine modération dans sa poursuite (THALLER, *Des faillites en droit comparé*, t. I, p. 39). D'autre part, on voit se dégager dans cette législation, le principe que tous les biens d'un débiteur sont affectés aux obligations qu'il contracte, mais on n'est pas arrivé à organiser un système de poursuites parallèles comme dans la faillite (THALLER, t. I, p. 40).

En Egypte, on rencontre un usage particulier d'après lequel le créancier reçoit pour gage le corps des parents du débiteur : il a, en conséquence, le droit de s'opposer à leur sépulture aussi longtemps que la dette ne sera pas payée (ESMEIN, *Mélange de critique et d'histoire*, 1885, *Des débiteurs privés de sépulture*).

A Athènes, jusqu'aux lois de Solon, et peut-être après ces lois chez les autres peuplades grecques, à défaut d'accomplissement de la prestation promise, le créancier exerçait sur la personne de son débiteur une sorte de main mise et le réduisait en esclavage (WALLON, *Histoire de l'Esclavage*, t. I, p. 260). Mais les recherches historiques les plus récentes paraissent avoir établi que Solon abolit la contrainte personnelle et la remplaça par une procédure d'exécution sur les biens (CAILLEMER, *Le Contrat de prêt à Athènes*, p. 337). La poursuite sur les biens, manifestée sous forme de saisie, présentait d'ailleurs cette particularité qu'elle engendrait un droit de préférence pour le saisissant et qu'elle ne supposait pas l'intervention de la justice (THALLER, t. I, p. 42). Toutefois dans deux hypothèses, on procédait à une réalisation d'ensemble : d'abord, en cas de cession de biens, si le débiteur ne possédait qu'un actif insuffisant pour désintéresser l'ensemble de ses créanciers (THALLER, t. I, p. 43) ; puis en cas de confiscation au profit de l'Etat (VILLARD, *De la confiscation à Athènes*, p. 18).

HISTORIQUE

§ I. DROIT ROMAIN.

Le Droit romain contient sur les droits des créanciers des dispositions beaucoup plus intéressantes.

La loi des XII Tables offre d'abord au créancier un procédé d'exécution rapide : après un délai de 30 jours depuis l'exigibilité de la dette, le créancier non payé peut s'emparer de la personne du débiteur et le conduire de gré ou de force devant le magistrat qui l'adjudge au créancier (*adducit*). Cette sentence a pour effet de placer le débiteur sous le *mancipium* du créancier, c'est-à-dire de le réduire à une situation voisine de celle de l'esclavage. Enfin, à l'expiration d'un nouveau délai de 60 jours, le débiteur pouvait être vendu au-delà du Tibre ou même mis à mort.

Un régime particulier concernait les dettes nées du *nexum* : à défaut de paiement à l'échéance, le créancier n'avait pas besoin de recourir à l'intervention de la justice,

les paroles solennelles qui avaient été prononcées avaient pour effet de conférer l'authenticité à l'acte créateur de l'obligation ; et le *nexus* pouvait de plein droit être enfermé dans la prison privée du créancier. C'est la phase la plus accentuée des sévérités du droit romain contre les personnes qui manquent à leurs engagements ; et il en fut ainsi pendant toute la période des Actions de la Loi. On peut toutefois s'expliquer cette rigueur, en songeant qu'au début du droit romain, les sûretés réelles étaient inconnues, et par suite le crédit reposait uniquement sur la confiance réciproque, et tout manquement à la foi jurée prenait les proportions d'un véritable scandale dans une cité où le nombre des habitants était restreint et où l'inobservation de la parole donnée était vite connue des concitoyens des contractants (CUG, *Nouvelle Revue Historique* 1886, p. 533 et s.).

Moins menaçante pour la personne du débiteur apparaît la procédure qui a pour objet d'exécuter son patrimoine. A l'époque des XII Tables, la seule procédure de ce genre est la *Pignoris Capio*, qui confère à certains créanciers le privilège spécial de saisir à titre de gage des biens appartenant au débiteur (GAIUS, IV, § 12, 26 et s.). C'est une action de la loi autorisant la prise de possession effective des biens dont il s'agit, même un jour néfaste et sans que la présence du débiteur soit exigée. Cette mesure d'exécution sur les biens, d'ordre exceptionnel, est la sanction de certaines créances qui répondent à un intérêt public ou religieux (comme le prix d'achat d'une victime destinée aux Dieux (G. IV, p. 8).

Une législation aussi rigoureuse était destinée à disparaître. Les guerres au moyen desquelles Rome étendait sans cesse ses limites, ruinaient les Plébéiens, les contrai-

gnaient à laisser leurs champs sans culture et les mettaient dans l'impossibilité de rembourser aux Patriciens les prêts que ceux-ci leur consentaient en vue, moins d'accomplir un office d'assistance que de conserver leur prépondérance politique (MISPOULET, *Institutions politiques des Romains*, t. I, p. 27 et s. — BELOT, *Histoire des Chevaliers*, t. I, p. 318 et s.).

Un progrès notable dans la législation des dettes fut accompli par la Loi Pœtelia Papiria dès l'an 428 de Rome. Il serait peut-être téméraire d'affirmer que cette loi a remplacé d'une manière définitive la contrainte personnelle par l'exécution sur les biens. Suivant une coutume qui fut, à à plusieurs reprises, officiellement consacrée vers cette époque (KOHLER, *Shakespeare vor dem Forum der Jurisprudenz*, p. 11, note 1), elle eut plutôt le caractère d'une mesure d'amnistie destinée à accorder aux débiteurs insolvables la remise d'une partie de leurs dettes, en vue de conjurer une démonstration politique. *L'addictio* reçut quelques adoucissements, et la dette contractée par voie de *nexum* fut assujettie aux règles ordinaires d'exécution, le créancier fut contraint de recourir à la justice pour obtenir *l'addictio* du débiteur.

Il fallait encore plus de deux siècles pour aboutir à une réforme définitive, mais cette réforme tardive a constitué un progrès immense, qui, à certains points de vue, n'a pas été réalisé par beaucoup de législations modernes. Le même régime devient applicable à tous les citoyens, et la liquidation du patrimoine d'un insolvable s'effectue par voie de généralisation et de synthèse, de manière à sauvegarder les intérêts de tous les créanciers : à l'antique *pignoris capio* se substituent la *bonorum sectio*, la *venditio bonorum* et la *cessio bonorum*.

I. — *La Bonorum sectio* appartient au droit public : elle consiste dans la vente aux enchères de certains biens appartenant soit au fisc, soit au peuple. Elle pouvait porter sur des biens particuliers et aussi sur l'ensemble d'un patrimoine. (CICÉRON, *Pro Roscio Amerino*, 43). Les questeurs sont envoyés en possession des biens à vendre et, après certaines formalités de publicité, la vente a lieu aux enchères et au plus offrant. La propriété *ex jure quiritium* se trouve transférée immédiatement et sans autre formalité à titre exceptionnel, par le simple paiement du prix, et un interdit spécial est accordé aux *bonorum emptores* pour obtenir leur mise en possession : *interdictum secutorium* (VARRON, *de re rustica*, II, 10 ; GAIUS, IV, 146). La *bonorum sectio* constitue un mode d'acquérir à titre universel ; les acquéreurs supportent la charge du passif qui incombait au débiteur, et c'est de cette institution du droit civil qu'est sortie la voie d'exécution prétorienne appelée *Bonorum venditio*.

II. — La procédure de la *Bonorum venditio* est plus compliquée. Elle comprend 2 phases bien distinctes : les formalités antérieures à la vente, et l'adjudication elle-même.

a) Nombreux sont les cas dans lesquels les créanciers peuvent recourir à cette mesure : (CICÉRON, *Pro Quintio*, § 19), cite, d'après l'Edit du prêteur, les cas suivants : « *Qui fraudationis causa latitarit ; cui heres non exstabit ; qui exsulii causa solum verterit* » ; d'autres cas sont rapportés par Gaius (III, § 79) : « *Bona veneunt aut vivorum aut mortuorum : vivorum, vel eorum qui fraudationis causa latitant nec absentes defenduntur, item eorum qui ex lege Julia bonis adunt, item judicatorum, post tempus quod eis partim lege XII Tabularum partim edicto prætoris ad expediendam pecuniam tribuitur.* » A cette énumération, l'on peut

ajouter le cas du *capite minutus* qui n'est pas défendu par la personne sous la puissance de qui il est passé (G. III, § 84) ; celui de l'incapable, *indefensus* par suite de l'abstention de ses représentants légaux (PAUL., *Sentences*, 5, 6, § 1), et l'hypothèse d'un héritier suspect qui n'a pas fourni de caution M. GARRAUD (*De la déconfiture et des améliorations dont la législation sur cette matière est susceptible*, Paris 1880, p. 19), rattache toutes ces hypothèses à deux idées générales « le cas où le débiteur offre spontanément ses biens à ses créanciers, et le cas où par ses actes, il fait présumer son insolvabilité ».

C'est le magistrat qui prononce la *missio in possessionem*, et sa décision est portée à la connaissance des citoyens par une publicité sérieusement organisée. Si le débiteur dont le patrimoine est l'objet de cette mesure d'exécution, a plusieurs créanciers, l'un quelconque de ceux-ci peut demander la *missio in possessionem*, et tous les autres sont appelés à bénéficier de cette décision, les frais étant supportés par chacun proportionnellement au montant de leurs créances.

L'envoi en possession présente ce caractère remarquable qu'il s'applique à l'ensemble du patrimoine, sans distinguer entre les droits de créance et les droits réels. Cependant deux catégories d'exceptions sont apportées à cette règle : 1° Il y a des biens du débiteur qui, pour des motifs spéciaux, échappent à l'envoi en possession (L., 29, Dig. 42, 5) ; 2° d'autres fois, la *missio* ne s'applique qu'à certains objets particuliers (Loi 7, §§ 18 et 19, D. 42, 4).

La *missio in bona* n'a pas pour effet d'enlever au débiteur la propriété, ni même la possession de ses biens, elle ne confère aux créanciers que la détention. En conséquence, ils ne peuvent ni usucaper, ni se servir des inter-

aits possessaires, et le seul moyen efficace dont ils disposent pour obtenir le respect de leurs droits est l'interdit prohibitif « *Ne vis fiat ei qui in possessionem missus erit* » (Dig., 43, 4). Le magistrat a d'ailleurs la faculté d'employer la force publique pour imposer le respect de son ordonnance.

La détention des biens du débiteur qui était procurée par cette voie aux créanciers leur assurait un avantage sérieux : celui d'avoir un droit de gage qui vraisemblablement était accompagné d'un droit de préférence, mais non d'un droit de suite (sauf sous Justinien).

Envoyés en possession, les créanciers administrent les biens d'après les règles déterminées par l'Edit : ils peuvent exercer un droit de garde et de surveillance sur les biens du débiteur, mais sans avoir le droit de l'expulser ; ils peuvent dresser un inventaire, vérifier les comptes qui leur sont présentés, et se tenir au courant de l'état des affaires de leur obligé.

Pour qu'il y ait une direction unique et éclairée dans l'administration du patrimoine, les créanciers choisissent un curateur, qui est nommé par le magistrat (Loi 15 D. 42, 5) ce curateur représente le débiteur, mais il est surtout le gardien des intérêts des créanciers et il doit veiller avec soin au maintien du patrimoine du débiteur.

b) La vente des biens est le but final de l'envoi en possession ; mais, en raison de la gravité de cette mesure, le prêteur ne peut l'autoriser que *cognita causa* (CICÉRON, *Pro Quintio* Ch. 23 et 24, Ch. 16) ; le débiteur ou ses héritiers jouissent d'un délai de 30 ou de 15 jours entre la date de l'envoi en possession et celle de la continuation des poursuites (GAIUS III § 79). Des affiches sont apposées sur les voies les plus fréquentées et un cahier de charges (*lex bonorum*

vendendorum) est rédigé, donnant sur les conditions de la vente et la fixation de la mise à prix tous les renseignements désirables. Après l'expiration d'un nouveau délai de 20 ou 30 jours, suivant que le débiteur est mort ou vivant, la vente, annoncée par des *præcones*, a lieu aux enchères, et l'adjudicataire paie un dividende à chacun des créanciers après avoir désintéressé ceux qui sont privilégiés. Si, une fois le passif couvert, il est un excédent, cet excédent doit être versé au débiteur.

III. — La *cessio bonorum* est un autre procédé qui permet la liquidation du patrimoine du débiteur. Elle peut être volontaire ou judiciaire. Si elle est volontaire, elle résulte d'un accord intervenu avec les créanciers et dont les effets sont déterminés par la convention librement intervenue entre toutes les parties; quand elle est judiciaire, elle s'analyse en l'exercice d'un droit par le débiteur qui abandonne ses biens à ses créanciers et veut échapper ainsi à la contrainte par corps et à l'infamie. Toutefois cet abandon n'est autorisé que s'il s'agit d'un défendeur condamné ou *defensus in jure*, car c'est seulement dans ces deux hypothèses que la contrainte par corps le menace.

A la différence de la *missio in possessionem* qui transporte au moins aux créanciers la détention du patrimoine du débiteur, ceux-ci ne deviennent dans la *cessio bonorum* que ses mandataires à l'effet d'opérer la vente et de se désintéresser sur le prix. Par une autre différence avec l'institution que nous venons de décrire, les créanciers transmettent à l'adjudicataire au lieu de *l'in bonis*, le *dominium ex jure quiritium* (GAIUS t. III § 80). Le prix des biens est d'ailleurs réparti entre les ayants droit d'après les mêmes règles que les précédentes. En définitive, les seuls avantages de la *cessio* comme procédure de réalisation,

c'est de permettre le transfert de la propriété quiritaire et d'apporter quelques adoucissements à la condition du débiteur.

A Rome, comme dans notre législation, le débiteur ne perdait pas l'administration de son patrimoine, et ceux-ci ne pouvaient aucunement s'immiscer dans sa gestion, sauf dans l'hypothèse où le débiteur avait agi en vue de causer sciemment et volontairement un préjudice aux créanciers. Le premier moyen qui fut accordé à ces derniers pour éviter les conséquences des actes frauduleux accomplis par le débiteur fut la *restitutio in integrum : cognita causa*, le prêteur avait la faculté de tenir pour non avenues les aliénations frauduleusement opérées (*Institutes* IV 6 § 6) mais le débiteur pouvait recourir à bien d'autres procédés pour augmenter son insolvabilité. En effet, n'ayant pas concédé de sûretés spéciales à ses créanciers, il conserve son entière liberté d'action, il est maître de s'appauvrir, et ses créanciers n'auront aucun droit sur les biens qu'il aura fait sortir de son patrimoine. Aussi, dès l'époque de Cicéron (*Lettres à Atticus*, Livre I, Ch. I, n° 3), on constate que des mesures d'ensemble ont été organisées pour réprimer la fraude dont il s'agit. La fraude dont un débiteur peut se rendre coupable envers ses créanciers, c'est le fait de s'appauvrir, c'est le *damnum*, ou *l'eventus damni*. En agissant ainsi, il faut qu'il ait su diminuer son patrimoine. Apprenant cette situation, les créanciers se font envoyer en possession de ses biens, et c'est au cours de cette procédure qu'ils vont pouvoir agir pour reprendre les biens sortis par fraude de la masse qui répondait des dettes. En principe, on exige que le tiers acquéreur ait été *consciens fraudis*, s'il a acquis à titre onéreux, mais on permet d'agir contre un

acquéreur à titre gratuit, même s'il a ignoré que l'acte allait entraîner l'insolvabilité de l'aliénateur.

C'était le syndic ou *curator bonorum*, chargé d'administrer les biens du débiteur, qui faisait rescinder les aliénations par l'action Paulienne, assimilée à cet égard à une sorte d'action en revendication (*Institutes*, Livre IV, titre 6 § 6). L'action Paulienne permit d'ailleurs d'atteindre les actes les plus variés par lesquels le débiteur diminuait son patrimoine, aussi bien les faits (aliénations, transferts, extinctions de droits réels) que les simples abstentions.

Outre la *restitutio in integrum* et l'action Paulienne, les créanciers possédaient aussi la ressource de l'Interdit Fraudatoire (*Loi* 10 § 2, D. 42, 8).

Comment expliquer cette multiplicité de moyens d'action donnés aux créanciers par le droit romain. On conçoit d'abord le concours de l'action Paulienne et de la *Restitutio in integrum*, en songeant que le même concours d'actions se retrouve en cas de dol et de metus, hypothèses dans lesquelles, indépendamment de l'action spéciale pour dol ou violence, il y a une *restitutio in integrum ob dolum* ou *ob metum*. Au surplus, dans la théorie générale, suivie notamment par Savigny et Machelard, des *Interdits en Droit Romain* p. 55, on pense que la *Restitutio in Integrum* est apparue comme le moyen le plus ancien, auquel on a recouru d'abord, puis on arriva à donner au créancier directement une action pour rescinder les actes accomplis par le débiteur après que l'habitude de la *Restitutio in integrum* fut entrée dans les mœurs.

Le concours de l'action paulienne et de l'interdit fraudatoire est plus difficile à expliquer. On ne rencontre aucun cumul d'actions semblables en cas de dol et de violence; là il n'y a pas d'Interdit *ob metum* ou *ob dolum*. La doctrine

la plus générale suppose que l'Interdit fraudatoire a été le plus ancien des moyens de droit employés dans notre hypothèse. Mais il présentait des inconvénients : il ne pouvait s'appliquer qu'aux objets corporels ; c'est pour ce motif que l'on a recouru à l'action Paulienne, qui permet de faire tomber les actes frauduleux accomplis par le débiteur dans le cas où il ne s'agit plus pour le créancier d'obtenir une possession perdue. Ainsi le débiteur insolvable avait lui-même un débiteur auquel il a consenti une *acceptilatio* : il a privé ainsi ses propres créanciers du bénéfice de cette créance. On ne pouvait songer à l'Interdit fraudatoire, car cet interdit présente le caractère d'être *restitutiva*, et l'on ne peut restituer une créance, droit incorporel. Dans ce cas, l'action Paulienne sera intentée avec succès (MACHELARD p. 55).

Il reste alors à expliquer la persistance de l'Interdit fraudatoire qui n'a pas disparu, même après l'organisation de l'action Paulienne. Les Romanistes se sont livrés à beaucoup de conjectures pour tenir compte de la coexistence de ces deux procédures. Ce concours trouverait, suivant M. Girard, son explication toute naturelle « par l'antériorité de
« l'interdit, complété ensuite par l'action. Il garda peut-
« être depuis l'avantage d'une rapidité plus grande tenant
« à ce que le système des jours judiciaires se serait appliqué
« aux actions et non aux interdits ; peut-être aussi l'inter-
« dit était-il donné à chacun des créanciers, tandis que l'ac-
« tion ne pouvait être intentée que par le curator ou repré-
« sentant de la masse ». (GIRARD, *Droit romain*, p. 417, note 1.)

A l'époque classique, au lieu des trois moyens énumérés, il n'en subsiste plus que deux : l'interdit fraudatoire et la *Restitutio in integrum*. La grande difficulté, éprouvée par

l'opinion contraire à concilier l'Interdit et l'action Paulienne, disparaît dans le système de Lenel, puisque celle-ci n'aurait pas existé à l'époque classique. D'autre part, on conçoit facilement la coexistence de l'Interdit fraudatoire et de l'*In integrum restitutio*. Cette dernière voie présente sur l'Interdit deux avantages : elle permet d'abord d'attaquer toute espèce d'actes frauduleux, sans se limiter dans son application à ceux qui supposent l'aliénation d'une chose corporelle, elle donne la possibilité de faire révoquer une *acceptilatio*; d'autre part, même à l'égard des aliénations frauduleuses, la *Restitutio in integrum* est préférable à l'Interdit, car elle permet d'intenter l'action en revendication fictive, c'est-à-dire fondée sur la fiction que l'aliénation critiquée n'a pas eu lieu, et munie d'un droit de préférence. On s'explique aussi que l'*In integrum restitutio* n'ait pas provoqué la disparition de l'Interdit : elle ne fonctionne en effet que comme ressource subsidiaire, et seulement au cas où l'Interdit fraudatoire ne suffirait pas.

Si l'on envisage maintenant l'époque byzantine, où l'on ne rencontre plus qu'une action unique, résultant de la fusion des deux anciens moyens de droit, cette particularité n'offre rien d'incompréhensible. En effet, l'*In integrum restitutio* et l'Interdit fraudatoire se ressemblent singulièrement : dans la première procédure, le magistrat déclare que l'acte va être rescindé, et, à la suite de cette rescision, il donne l'action; dans l'Interdit fraudatoire, il ordonne aux défendeurs d'accomplir une restitution, après quoi il délivrera une action. Une ressemblance aussi frappante entre ces deux moyens de droit permet de comprendre leur fusion, surtout lorsque la distinction du magistrat et du juge eut disparu, sous la *cognitio extraordinaria*.

Tels sont les divers moyens dont disposaient les créan-

ciers, dans la société romaine, pour faire révoquer les actes frauduleux de leurs débiteurs.

Toutes les procédures que nous venons d'énumérer supposent l'insolvabilité du débiteur, et elles ont été établies en vue de cette situation. Pour résumer le développement précédent, on peut dire que le système romain, en ce qui concerne la réalisation de leurs droits par les créanciers d'un insolvable, se caractérise par les traits suivants :

I. — Dans une première phase, ce n'est pas le patrimoine, c'est la personne qui est obligée. Très primitivement même, l'Etat n'intervenait pas pour assurer l'exécution des engagements privés, chacun se faisait justice lui-même. Plus tard, l'Etat intervient et organise des sanctions d'un caractère pénal: le débiteur qui ne se libère pas à l'échéance encourt des pénalités qui sont souvent d'un caractère moral ou religieux ; qui d'autrefois revêtent le caractère d'un châtiment corporel. Le débiteur est dans tous les cas remis à son créancier et réduit à une situation analogue à l'esclavage. Il doit, par son travail, désintéresser son créancier. Cette conception, qui semble étrange aujourd'hui, s'explique dans cette période primitive par l'organisation collective de la propriété ; les biens appartiennent non à l'individu, mais au groupe dont il fait partie ; le seul bien dont l'individu dispose dans sa plénitude, c'est sa personne physique qui par suite doit seule souffrir de l'inexécution de ses engagements. (SUMMER MAINE, *L'ancien droit et la coutume primitive*).

II. — Plus tard seulement, apparaît l'exécution sur le patrimoine ; la condition des *adducti et des nexi* s'améliore ; il se produit une évolution remarquable : c'est au patrimoine tout entier du débiteur que s'appliquent les voies d'exécution pour inaccomplissement des obligations contrac-

tées; on a recours à un mode de réalisation collective, dans lequel les créanciers n'agissent pas individuellement, mais saisissent en bloc l'ensemble des biens du débiteur pour les mettre sous l'administration d'un curateur. De cette façon, la législation romaine s'élève à un degré de perfection inconnu de beaucoup de civilisations modernes, et elle organise l'institution de la faillite civile, que nous ne possédons pas, mais dont beaucoup de publicistes demandent l'établissement à l'époque contemporaine.

III. — La législation romaine est dominée par le souci de maintenir avec énergie l'égalité entre tous les créanciers du débiteur insolvable. Aujourd'hui encore, partout où nous voyons organisé le régime de l'égalité, nous pouvons affirmer qu'il s'agit d'un emprunt au droit romain: c'est là que se trouve en effet l'origine commune de toutes les réglementations adoptées sur la faillite (THALIER, *Des faillites en droit comparé*, t. I 1887, p. 14 et suiv.). Lorsque l'exécution sur la personne se fut transformée en une exécution sur les biens, le patrimoine n'étant considéré que comme une sorte de prolongement de la personnalité, la vente des biens porta sur l'ensemble de ce patrimoine, par une évolution de l'idée primitive qui considérait la personne physique du débiteur comme répondant des engagements contractés par ce dernier.

Par conséquent tout idée de priorité accordée à certains créanciers au préjudice des autres, est répudiée par le droit romain; l'envoi en possession obtenu par un seul profite à tous, le syndic est le mandataire des créanciers et administre dans leur intérêt commun: c'est l'application dans tous ses détails du principe de la répartition proportionnelle du prix. Nous rappelons seulement, pour mémoire, les exceptions apportées à cette règle fondamentale de l'égalité

par l'admission des hypothèques, des privilèges (qui ne se classent qu'après les hypothèques, en droit romain), et par la *separatio bonorum* accordée aux créanciers d'une succession dont l'insolvabilité pourrait être déterminée ou aggravée par celle de l'héritier.

IV. — L'état d'insolvabilité n'a jamais cessé d'être pour le débiteur une cause de réprobation universelle. L'accomplissement du devoir de remplir sa promesse était considérée comme une question d'honneur. Dans leurs écrits, les philosophes s'efforçaient de maintenir cette antique notion morale dans la conscience de leurs contemporains. L'honnête homme, dit Cicéron, doit tenir ses engagements sans se préoccuper de son intérêt personnel; il doit les tenir vis-à-vis des personnes qui ne sont ni ses parents, ni ses proches, même vis-à-vis des étrangers; agir autrement serait la ruine de l'état social (CICÉRON, *De officiis* III, 4, 6, 5, Cf. CUG, *Les Institutions juridiques des Romains*, tome I, édit. 1891, p. 593).

Le débiteur dont les biens étaient vendus encourait l'infamie; il n'y avait pas là seulement une atteinte ternissant sa considération, c'était une véritable peine, qui entraînait de graves déchéances juridiques, et notamment l'exclusion des fonctions publiques. Les mœurs étaient, à cet égard, aussi sévères que la loi, et Cicéron rapporte qu'au théâtre on s'éloignait de lui avec mépris, on le parquait dans une enceinte réservée, pour ne pas infliger aux honnêtes gens la gêne de son voisinage (*Phillipiques*, 2, 18).

V. — Tandis qu'en droit français, l'action paulienne est adaptée à un système de voies d'exécution s'appliquant à des biens isolés, en droit romain cette action se relie à une procédure d'exécution en masse du patrimoine du débiteur. C'est une conception qui est en parfaite harmonie avec la

répression de l'insolvabilité à Rome. Il en résulte des différences notables avec les règles de notre Code civil sur le même sujet: ainsi, au point de vue de la chose jugée, la révocation d'un acte frauduleux obtenue en droit français par un créancier, ne produit de conséquences qu'au profit de lui seul et dans la limite de son intérêt (Cass. req. 28 août 71, S. 78.1.316.— S. 91.2.9). Il en était autrement à Rome: c'était le syndic de la faillite du débiteur, le *curator bonorum vendendorum* qui intentait l'action Paulienne pour faire rentrer dans le patrimoine de ce dernier les biens indûment aliénés, le syndic agissait ainsi pour l'ensemble des créanciers. Il n'existe dans notre législation qu'une hypothèse où nous rencontrions une action Paulienne se rattachant à une procédure d'action en masse: c'est en cas de faillite: les art. 446 et 447 C. civ. reviennent au système romain. Une autre différence essentielle sépare les deux législations: aujourd'hui on établit une distinction importante, mais difficile à expliquer, entre les créanciers antérieurs à l'acte frauduleux et les créanciers postérieurs à cet acte: les premiers peuvent seuls exercer l'action Paulienne; les créanciers postérieurs n'ont pas cette faculté parce que leur droit n'est né qu'à une époque où le débiteur avait déjà diminué son patrimoine (Paris 16 mars 1893, D. 93.2.280). Au contraire en droit romain, tous les créanciers, antérieurs ou postérieurs à l'acte incriminé, bénéficient de l'action Paulienne intentée par le *curator bonorum*.

Ces différences essentielles, qui séparent l'organisation de l'action Paulienne en droit romain de celle qu'elle a reçue dans notre législation, proviennent toutes de l'idée que l'action Paulienne romaine est un incident d'une procédure d'exécution ayant pour objet l'ensemble des biens du débiteur.

§ II. ANCIEN DROIT FRANÇAIS

Dans l'ancien droit français, on constate une évolution analogue à celle qui s'est produite à Rome : la procédure d'exécution a été successivement pratiquée, d'abord sur la personne et ensuite sur les biens.

Dans le très ancien droit germanique, nul doute que l'exécution des dettes se poursuive sur la personne du débiteur (BRISAUD, *Manuel d'histoire du droit français*, p. 1462). Au début, la servitude encourue à défaut d'accomplissement de la prestation promise était définitive, et il fallut un progrès, dû sans doute à l'influence de l'Eglise, pour que l'on considérât comme une satisfaction équivalente la faculté pour le débiteur de se libérer par le produit de son travail. Ce fut à partir du ^{xiii}^e siècle qu'apparut l'exécution sur les biens, appliquée d'abord aux meubles, ensuite aux immeubles que l'on regardait jadis comme n'appartenant pas suffisamment au débiteur pour que le créancier pût les atteindre (*Ancienne coutume d'Anjou*, t. II, p. 338).

Au cas où le débiteur qui avait plusieurs créanciers, ne possédait qu'un actif insuffisant pour les désintéresser tous, le débiteur pouvait, d'après des coutumes diamétralement opposées à la règle romaine de l'égalité, payer valablement l'une quelconque de ses dettes : l'exécution était toujours individuelle; il était loisible à tout créancier de se créer lui-même un privilège par la saisie (BRISAUD, ouvrage cité p. 1464). Il y avait là un système qui prêtait à des abus et qui favorisait les créanciers les plus impitoyables. On ne retrouvait le système de l'égalité que dans une hypothèse, celle où plusieurs créanciers avaient agi simultanément: ils étaient alors désintéressés au prorata de leurs créances.

Cette conception de la saisie changea avec le temps. Des exceptions, qui constituèrent un progrès marqué dans le sens de l'égalité, furent apportées à la règle du privilège résultant de poursuites individuelles. Le créancier premier saisissant cessa d'être préféré aux autres en cas de déconfiture, c'est-à-dire « lorsque l'insolvabilité se révélant tout « à coup, la plupart des créanciers se présentaient en même « temps à la justice pour faire pratiquer des saisies » (BRISAUD, *Manuel*, p. 1464). *Coutume de Paris*, art. 180 : « Le « cas de déconfiture est quand les biens du débiteur ne suffisent pas aux créanciers apparents. » Bouteiller définit ainsi la déconfiture : « Contribution que les lois appellent « déconfiture, est quand il advient qu'une personne est « obligée et endettée envers tant de créanciers que son vaillant ne peut suffire et satisfaire à chacun de ce qui lui est « dû, auquel cas la loi de contribution veut que tout le « vaillant du débiteur soit ramené en une somme de deniers « dont sera payé autant au dernier venant à la loy comme « au premier au marc la livre, c'est à sçavoir, selon que « leur sera dû ». (*Somme Rurale*, livre I, t. XXXVI).

Ainsi les créanciers peuvent, dans l'hypothèse d'une saisie, et avant la vente, former opposition à cette remise, et, en établissant l'insuffisance du patrimoine du débiteur pour désintéresser tous les ayants droit, ils sont fondés à concourir sur l'argent retiré de la réalisation des biens vendus. Mais l'idée d'égalité ne s'était pas imposée au point de se traduire par une procédure d'exécution collective s'appliquant à l'ensemble du patrimoine; le débiteur conservait l'administration de ceux de ses biens qui n'avaient pas été compris dans la saisie, et ceux-ci échappaient, jusqu'à une nouvelle exécution, à l'action des créanciers.

Cependant, malgré les progrès accomplis, le principe de

L'exécution sur la personne ne fut pas abandonnée, et presque toutes les coutumes le consacrent comme une procédure régulière. Toutefois une transformation s'est opérée: il est interdit par la loi ou la coutume de maltraiter un débiteur, et l'exécution sur la personne, apparaît vers le ^{xiii}^e siècle, comme le moyen le plus propre à amener un débiteur récalcitrant à donner satisfaction à son créancier (BRISSAUD, p. 1469). Le régime des détenus pour dettes ressemblait fort à celui des criminels; à peine s'en distinguait-il par l'obligation pour le créancier de leur fournir des aliments (*Assises de Jérusalem*, t. I, p. 301). « Ils ont un régime meilleur que
« celui des détenus pour vilains cas: le créancier leur doit
« pain et vin et potage, tant comme il en peut user, au moins
« une fois le jour. »

L'emprisonnement qui caractérise la contrainte par corps, pouvait être évité par la cession de biens qui fut admise de bonne heure dans les coutumes du Midi et qui s'étendit aux pays du Nord dès le ^{xiii}^e siècle (VIOLETT, *Établissements de Saint-Louis* 1883, p. 118 — GLASSON, *Histoire du droit et des Institutions de la France*, t. I, p. 616 — BRISSAUD, *Manuel*, p. 1471). Grâce à la cession de biens, le débiteur dont la ruine n'était pas accompagnée de mauvaise foi, échappait aux conséquences rigoureuses de la déconfiture. Ce bénéfice dut être au début, réservé à la classe noble, mais Saint-Louis le généralisa et le rendit accessible à tous les débiteurs. Mais, comme la cession de biens avait facilité de nombreux abus, on se montra sévère pour l'autoriser: on exigeait que celui qui y recourait, se dépouillât de tout ce qu'il possédait « *usque ad sacculum et peram* » (BRISSAUD, *Manuel*, p. 1471). D'autre part, certaines formalités étaient prescrites: d'abord la comparution en justice (POTHIER, *Traité de la Procédure civile*, n° 709), puis des

marques extérieures attestaient le déshonneur encouru par celui qui avait employé ce moyen pour échapper aux poursuites de ses créanciers: dans la plupart des anciennes provinces françaises, le débiteur qui avait procédé à la cession de biens devait porter constamment un bonnet vert que lui fournissait son créancier (BRISAUD, *Manuel*, p. 1472). La cession de biens n'empêchait pas d'ailleurs le débiteur de demeurer exposé aux poursuites de ses créanciers, s'il lui advenait des biens nouveaux.

A côté de l'institution de la déconfiture, se développe dans l'ancien droit le régime des faillites. La distinction des commerçants et des non-commerçants inconnus des sociétés antiques, apparaît, et un régime différent est appliqué à la liquidation du patrimoine de ces deux groupes de personnes.

Les Romains n'avaient jamais envisagé cette dualité de régimes, et ils n'ont pas pratiqué la division du droit en deux branches, droit civil et droit commercial. Le droit, pour eux, ne revêtait que deux aspects: le droit privé et le droit public. En effet, dans la société romaine, le commerce n'était exercé que par les esclaves, et les Romains n'ont pas soupçonné la distinction des contrats civils et commerciaux, pas plus qu'ils n'ont songé à imaginer des voies d'exécution variant avec la profession du débiteur.

Au Moyen âge, au contraire, dès que l'industrie se réveille, les exigences du crédit rendent inconciliables avec les nécessités du commerce, les règles suivies jusque-là en cas d'insolvabilité du débiteur. On aperçoit l'étendue des conséquences d'un manquement à une obligation contractée; le défaut de paiement, ou même le simple retard dans l'accomplissement de la prestation, risquent de mettre le créan-

cier hors d'état de faire honneur à ses propres échéances; « le crédit est comme une chaîne dont un anneau se lie à un « autre anneau » (GARRAUD, *De la déconfiture*, p. 54). L'institution de la faillite s'organise ainsi peu à peu, sous l'action du développement du commerce et de l'accroissement des transactions. La seule circonstance de la cessation des paiements apparaît comme suffisante pour constituer le débiteur en état de faillite; l'action Paulienne elle-même modifiée et rendue plus efficace, permet d'atteindre certains actes accomplis dans la période qui précède la cessation des paiements. Ce fut dans les villes italiennes que se développa l'institution de la faillite comme d'ailleurs, l'ensemble du droit commercial. Les coutumes de ces cités écartèrent, en matière de commerce, l'application des saisies individuelles et l'idée du privilège accordée au premier saisissant: elles organisèrent sur la base de l'universalité et de l'égalité entre créanciers, la procédure de la faillite, comme plus conforme à l'intérêt de tous (THALLER, *Traité de droit commercial*, 3^e édit., p. 835, n° 1695).

Les relations commerciales qui s'établirent, au Moyen âge, entre les Républiques italiennes et la France, facilitèrent à cette nouvelle législation l'accès de notre territoire. Les foires de Champagne et de Brie réunissaient les marchands venus de tous les points de l'Europe, du xii^e au xv^e siècle; pendant la durée de ces foires, une législation particulière assurait à la fois la sécurité des personnes et l'exécution plus stricte des obligations contractées (HUVELIN, *Essai historique sur le droit des marchés et des foires*, Thèse Paris 1897). Les règles qui s'appliquaient aux étrangers variaient suivant leur nationalité; or les associations les plus puissantes de marchands étrangers s'étaient formées entre Italiens: leurs lois personnelles conservaient leur autorité

en France dans les rapports qui s'établissaient entre eux à l'occasion des foires. De plus, les rois de France leur avaient concédé certains privilèges. Cette tradition se continua lorsque les foires de Champagne furent remplacées par celles de Lyon, et leur proximité de l'Italie permit une assimilation plus facile et plus complète des institutions italiennes, et notamment de la faillite.

Telles furent les circonstances à raison desquelles la France fut amenée à emprunter les règles italiennes sur la faillite, mais comme elle ne s'étaient introduites dans notre pays que par suite de relations entre négociants, leur domaine ne dépassa pas le cercle du commerce, et deux régimes différents s'appliquèrent à l'état d'insolvabilité, suivant qu'il s'agissait de commerçants ou, au contraire, de débiteurs du droit commun (THALLER, *Des faillites en droit comparé*, t. I, p. 145 et s.).

L'organisation définitive de la faillite, comme institution désormais applicable à tout le territoire, fait l'objet du titre XI de l'Ordonnance du commerce de 1673, dont Colbert et le négociant parisien Savary furent les principaux auteurs.

Lorsque la faillite fut acceptée comme le seul mode de liquidation possible d'un débiteur commerçant insolvable, les règles suivies jusque-là en matière de déconfiture subirent-elles l'influence des progrès accomplis dans le domaine du commerce?

Il faut répondre négativement. L'idée de l'égalité, qui rencontra tant de résistances en droit public, ne pénétra pas plus facilement dans la théorie de la déconfiture civile. La saisie continua d'entraîner au profit de celui qui la pratiquait, le privilège de premier saisissant, permettant au créancier le plus âpre à la poursuite, d'écarter les autres de

toute participation au produit de la vente. Les auteurs de cette époque ne se montrent pas choqués de cette règle; certains même essaient de la justifier; c'est ainsi que Brodeau écrit sur l'art. 178 de la *Coutume de Paris* : « La diligence
« du premier saisissant est utile et profitable aux autres
« créanciers, ou au moins, elle leur peut apporter quelque
« utilité, car, par le moyen de la saisie, il a arrêté les meubles du débiteur, et a empêché par ce moyen qu'il ne les
« détournât, étant mis en la main de justice. Ainsi il est
« juste que la diligence, laquelle en plusieurs cas est favorisée par les Loix, luy soit plus avantageuses qu'aux autres créanciers. »

Cependant on s'efforce de mieux préciser le sens et la portée d'application de la déconfiture. L'art. 180 de la *Coutume de Paris* donne une définition légale : « Le cas de déconfiture
« est quand les biens du débiteur, tant meubles, qu'immeubles, ne suffisent pas aux créanciers. » « La déconfiture
« est quand le débiteur fait rupture et faillite, et qu'il y a
« apparence notoire que ses biens tant meubles, qu'immeubles ne suffiront au paiement de ses dettes » (LOYSEL, *Règles coutumières*, édition Laboulaye, Règle 685). La déconfiture suppose donc d'une part la présence de plusieurs créanciers dont l'un prétend être payé intégralement sur le prix de la vente, et d'autre part la démonstration établie par les créanciers non saisissants que le débiteur commun se trouve en état de déconfiture. Mais cette preuve ne pourra être administrée que si, après la vente de tous les biens saisis, le prix retiré de cette vente se trouve inférieur au montant total des dettes. C'est ce que remarque Claude de Ferrière, dans son *Dictionnaire de droit et de Pratique* : Déconfiture. « Il faut pour qu'il soit constant qu'un homme soit
« déconfit et insolvable, que tous ses biens tant meubles,

« qu'immeubles, aient été saisis et vendus publiquement, et
« que le prix qui en est provenu ne soit pas suffisant pour
« satisfaire ses créanciers saisissants ou opposans. » Lorsque cette hypothèse se réalise, le privilège du premier saisissant disparaît, et un concours au marc le franc devient la loi applicable aux divers créanciers qui se sont révélés; toutefois le premier saisissant a la faculté de toucher le montant des causes de la saisie, en donnant caution de rapporter ce qu'il a obtenu, si la discussion des biens établit ultérieurement que le débiteur était insolvable (*Coutume de Paris*, n° 180).

Dans cette distribution par contribution, on commence par désintéresser les créanciers privilégiés ou simplement hypothécaires (LOYSEL, *Règles coutumières*, édition Laboulaye, Règle 686); d'ailleurs les créanciers hypothécaires ne peuvent prétendre se payer sur les meubles qu'après complète discussion des biens immobiliers; quant aux créanciers à terme ou conditionnels, ils voient leurs droits garantis par le versement d'un dépôt, ou la dation d'une caution, fournis par ceux dont la créance est actuellement exigible (DOMAT, *Lois civiles*, Livre IV, Titre V, section 2, n° 4).

Ce régime de la contribution passa dans la plupart des coutumes; l'ordonnance de 1629 (art. 165) contenait une disposition destinée à en généraliser l'usage. Mais certaines divergences n'en subsistèrent pas moins: c'est ainsi qu'en Normandie où, par dérogation au droit commun des coutumes, l'hypothèque s'étendait aux meubles, l'exercice de cette sûreté réelle devait singulièrement restreindre la portée du principe de la contribution.

D'autre part, les créanciers avaient, comme en droit romain, la ressource de l'action Paulienne pour obtenir la révocation de ceux des actes de leur débiteur qui leur avaient

porté préjudice; toutefois cette actions s'était modifié dans ses traits principaux, et elle ne se rattachait plus avec le caractère d'une mesure incidente, à une exécution collective des biens du débiteur. Elle recevait en outre une importante restriction : les paiements échappaient à son atteinte, et le créancier désintéressé ne pouvait jamais être taxé de complicité de fraude.

Enfin, avec la tradition romaine, s'était maintenu le bénéfice de séparation des patrimoines, et les règles normales du concours subissaient sur ce point une exception (DE LABORIE, *Nouvelle Revue historique de droit*, 1891, p. 692). Mais la doctrine romaine avait été mal interprétée, et la séparation des patrimoines n'était plus comprise de la même manière dans l'ancienne France, où les jurisconsultes avaient adopté l'opinion particulière à Papinien.

Sur la question de savoir si le créancier qui invoque la séparation des patrimoines conserve le droit de se faire payer sur les biens personnels de l'héritier, Paul et Ulpien décidaient que les créanciers du défunt avaient implicitement abdiqué ce droit. Papinien se prononçait en sens contraire : pour lui, les créanciers non intégralement désintéressés avec l'actif de la succession, pouvaient encore produire sur les biens de l'héritier, en conflit avec les créanciers personnels de ce dernier ; seulement, par une juste réciprocité, ceux-ci primaient sur le patrimoine de leur propre débiteur, les créanciers successoraux. Ce fut cette doctrine de Papinien, se traduisant par l'admission des deux privilèges parallèles au profit de deux classes de créanciers qui fut suivie dans l'ancien droit (POTHIER, *Succession*, Ch. V, art. 4 et *Introduction au Titre 17 de la Coutume d'Orléans*, n° 129 — LEBRUN, *Traité des successions*, Livre IV, ch. 2 sec. 1, n°s 1 et 9).

Si l'on résume les traits caractéristiques de l'ancien droit, on est amené à constater que, peu soucieux d'établir entre les créanciers le régime de l'égalité, il est demeuré favorable à l'initiative individuelle de chacun d'eux.

Au début, ont reparu les conceptions primitives, et notamment l'application de véritables peines privées aux insolvables. A partir du ^{xiii}^e siècle, l'exécution sur les biens s'est substituée aux mesures de coercition sur la personne ; la cession de biens fut organisée comme un adoucissement sensible à la condition des débiteurs ; l'idée que le patrimoine seul répond des dettes, s'est de plus en plus affirmée dans la législation. Mais pour la liquidation de ce patrimoine, l'ancien droit n'a pas su protéger avec efficacité les intérêts de la masse des créanciers d'une même personne ; il n'y a jamais eu de tentative de centralisation des intérêts des créanciers en vue de permettre une meilleure réalisation du patrimoine du débiteur dans l'intérêt de tous, et de diminuer, le cas échéant, la perte subie par chacun. C'est l'individualisme le plus intransigeant qui règne ; les plus habiles ou les plus hardis jouissent d'un avantage marqué sur les autres ; la tradition romaine de l'exécution en masse des biens du débiteur, avec exclusion des actions individuelles, n'a pas trouvé d'écho ; pendant toute la procédure de réalisation, les poursuivants demeurent en conflit ; c'est seulement lorsqu'il s'agit de régler la distribution des deniers que le principe de la contribution intervient, et encore est-il téméraire d'affirmer qu'il ait été accepté sans dérogation.

On peut donc conclure que l'ancien droit n'a pas su construire une théorie satisfaisante de la Déconfiture, et qu'il n'a pas cherché à résoudre les conflits que la réalisation du gage commun provoque entre les créanciers ; la mise en œuvre de leurs droits est toujours restée défectueuse.

TITRE I

Notion sur la Déconfiture

On peut affirmer que la Déconfiture est une des institutions qui ont été les plus sacrifiées soit par le Code civil, soit par les auteurs. On éprouve le même embarras que si l'on se trouvait encore sous l'empire de la *Coutume de Paris*, lorsqu'on cherche à retracer les grandes lignes de cette théorie : toutefois nous pouvons ramener la conception de la Déconfiture aux idées fondamentales suivantes :

Il y a d'abord insolvabilité chez une personne quand le passif dépasse l'actif. Mais là nous ne rencontrons pas encore la Déconfiture, et il en sera ainsi tant que l'insolvabilité ne sera pas rendue apparente par des poursuites, qui la manifesteront à l'extérieur. Cette situation pourra se prolonger pendant de longues années, sauf, le cas échéant, le moyen répressif de l'action paulienne (art. 1167 C. civ.), laquelle, dans notre droit comme autrefois, et à la différence de la législation romaine, apparaît seulement comme une sanction individuelle du gage général des créanciers (art. 2093 C. c.).

Lorsque l'insolvabilité d'une personne se révèle au public par des saisies qui établissent l'insuffisance de son actif par

rapport au passif, la période de la Déconfiture s'ouvre. Elle ressemble à la faillite, en ce sens qu'elle entraîne l'arrêt des opérations du débiteur, qui ne jouit plus du crédit nécessaire pour tenter de nouvelles entreprises. Mais, à la différence de la faillite, il n'y a pas de fait précis qui en soit le point initial ; il n'y a point de cessation de paiements nettement caractérisée, parce que les créances civiles ne viennent pas à échéance avec la fixité et la rigueur qui s'imposent dans le commerce.

Bien d'autres divergences séparent d'ailleurs les deux institutions : la faillite n'implique pas nécessairement l'insolvabilité ; il suffit, pour l'encourir, de ne pouvoir faire face à une échéance déterminée : tel serait le cas du commerçant, propriétaire d'immeubles, qui ne disposerait pas d'argent liquide. Au contraire, la Déconfiture et l'insolvabilité sont étroitement liées : l'une ne pourrait exister sans l'autre. De plus le mode de déclaration des deux états n'est pas le même : la faillite résulte d'un jugement unique qui a force de chose jugée pour tous ; la déconfiture est constatée à la suite d'une série de jugements de détail, dont l'autorité, toute relative, se restreint aux parties engagées dans le débat.

L'opposition qui se manifeste entre la Déconfiture et la faillite quant à leurs causes et à leur point de départ, s'accroît encore quant aux effets. En matière civile, la tradition romaine a été écartée : aucune précaution n'est prise pour assurer l'égalité entre les créanciers. C'est le maintien du régime individualiste qui dominait dans l'ancienne France : chacun doit veiller à ses intérêts. Au contraire, dans la faillite, les créanciers sont concentrés en une seule masse, et tous ceux dont les droits ont une origine semblable, sont soumis à des règles identiques. La nullité de certains actes accomplis par le débiteur n'est pas prononcée, à l'occasion de

la Déconfiture, comme elle l'est en matière de faillite. L'opposition la plus frappante entre les deux institutions se manifeste au sujet des paiements : à cet égard, aucune disposition analogue à l'art. 447 C. com., ne se rencontre en matière civile ; les créanciers sont désintéressés à mesure qu'ils se présentent, et cette règle conserve son empire même dans l'hypothèse où la déconfiture apparaît comme absolument certaine, au cas de succession acceptée bénéficiairement (art. 808 § 2 C. civ.).

Une telle divergence entre ces deux institutions de droit privé nous amènera à examiner s'il serait désirable d'organiser la faillite en matière civile.

CHAPITRE I^{er}

Définition de la Déconfiture

DISTINCTION DE LA DÉCONFITURE
ET DE LA SIMPLE INSOLVABILITÉ D'UNE PART
ET DE LA FAILLITE DE L'AUTRE.

La déconfiture ne peut s'appliquer qu'à un débiteur qui n'exerce pas la profession de commerçant. Les commerçants sont soumis, en effet, quant à la liquidation de leur patrimoine, au régime de la faillite, et, dans l'état actuel de notre législation, la faillite ne peut être encourue par un non-commerçant alors même qu'il se serait livré passagèrement à des opérations commerciales, qui auraient entraîné sa ruine (Cf. PLANIOL, *Traité de Droit civil*, 3^e édition, n° 215, t. II).

Il s'est élevé cependant à cet égard, au début du xix^e siècle, une controverse qui ne présente plus aujourd'hui qu'un intérêt historique et que nous rappelons en quelques mots. Lors des premières années qui suivirent la promulgation du Code civil, certains auteurs soutinrent, en se fondant sur ce que les dispositions des art. 178, 179 et 180 de la *Coutume de Paris* ne se trouvaient nullement consacrées par le Code, que le législateur avait voulu rompre avec les traditions de l'ancien droit et revenir au principe romain de l'égalité entre les créanciers ; on ajoutait que ce retour aux idées romaines était d'autant plus vraisemblable que les relations

commerciales, inconnues à Rome, s'étaient singulièrement développées depuis le moyen âge. Cette opinion s'étayait encore d'un argument emprunté aux travaux préparatoires : Treillard avait dit, en effet, dans la discussion sur l'article 1188 : « On peut faillir sans être commerçant ; à « la vérité, la faillite est alors appelée déconfiture, mais « peu importe la dénomination, puisque la chose est la « même. » LOCRÉ, *Législation civile, commerciale et criminelle de la France*, Paris 1829-1832, t. II, p. 161 et 162.)

En l'état des choses, cette théorie n'a pas prévalu et elle ne pouvait pas prévaloir. Interpréter le silence du Code civil comme une survivance ou un rétablissement des règles romaines équivalait à donner la prédominance au Code de commerce sur notre Code civil pour le régime de droit commun applicable à tous les débiteurs : une semblable thèse est manifestement insoutenable. C'est le droit civil qui gouverne les relations ordinaires entre les particuliers ; le droit commercial est spécial soit à certaines catégories de personnes, soit à certaines espèces de conventions (THALLER, 3^e édit. *Traité de Droit commercial*, n^o 5). En réalité, la disparition des articles 178 à 180 de la *Coutume de Paris* n'explique pas le désir d'effacer les dernières traces du privilège du saisissant, considéré comme incompatible avec l'évolution des mœurs. D'autre part, il est permis de douter que, dans le passage précité, Locré se soit servi d'une terminologie bien exacte, et pour toutes ces raisons il était impossible de vouloir transporter aux débiteurs civils une réglementation réservée aux commerçants (Voir controverse rapportée dans Dalloz, *Répertoire Privilège*, n^o 1428).

La Déconfiture, sous notre législation actuelle, ne s'applique qu'à ceux qui ont des dettes civiles.

A ce point de vue, la déconfiture doit être distinguée de la simple insolvabilité latente, à laquelle le législateur reste indifférent et qui ne lui paraît pas constituer un état assez grave pour justifier des mesures d'ensemble. Cependant on n'a pas su toujours établir la différence entre les deux situations : on a dit parfois que tout cas d'insolvabilité représentait par là même une cause de déconfiture, et on a réuni ainsi deux situations par un rapprochement d'une portée exagérée (Cf. Thèse de VICTOR NICOLET, Grenoble 1870, *Etude sur la Déconfiture*, p. 121 et s., p. 175 et s.). En raisonnant ainsi, on n'a pas remarqué qu'il existe des motifs très sérieux pour distinguer l'insolvabilité de la déconfiture. Si le législateur n'est pas intervenu aussi énergiquement que pour la déconfiture quand il s'agit d'une simple insolvabilité latente, c'est que son abstention s'explique par la nécessité impérieuse de respecter la liberté économique du débiteur, indispensable au crédit personnel de celui-ci, et qui apparaît pour lui comme le seul moyen d'arriver peu à peu à désintéresser les créanciers.

En effet, tout individu qui commence une entreprise quelconque, d'ordre civil ou commercial, ne se maintient au-dessus de ses affaires dans les premiers temps de son exploitation, que s'il a suffisamment de capitaux pour ne pas solliciter des avances de fonds. Mais, dès qu'il cherche à utiliser son crédit, dès qu'il fait appel aux capitaux d'autrui, il se rend presque toujours insolvable au début de son entreprise : il est obligé d'abord de commencer par vivre de ses propres ressources et de les dépenser ; il en est ainsi, non seulement des particuliers, mais aussi des sociétés ; on connaît l'exemple si fréquemment donné des compagnies de chemins de fer ou de tramways qui, pendant la période de construction de la ligne et même de l'exploitation ini-

tiale, ne réalisent aucun bénéfice, et distribuent néanmoins à leurs actionnaires des dividendes qu'elles prélèvent inévitablement sur le capital social. Comme les sociétés appelées à devenir les plus puissantes, les individus qui montent une entreprise quelconque ne peuvent subsister, au début, qu'avec les capitaux antérieurement amassés ; les bénéfices, insignifiants d'abord, ne s'accroîtront que plus tard. D'autre part, il leur serait souvent difficile de réaliser immédiatement l'argent qu'ils ont placé dans l'entreprise ; ils ne sont pas encore suffisamment connus du public pour écouler leurs marchandises en stocks considérables, ou bien les produits industriels fabriqués avec les matières premières qu'ils ont achetées n'arriveront que plus tard à constituer une marque appréciée des clients, et ces produits ne représentent provisoirement qu'une valeur insignifiante. En présence de cette situation, il est facile de comprendre que, si l'industriel ou le commerçant a recouru à l'emprunt, il ne pourrait immédiatement satisfaire un créancier exigeant son remboursement.

Il en est ainsi dans toutes les professions où l'on a besoin de faire appel au crédit pour pouvoir commencer l'exercice de cette profession ; cette vérité se constate aisément, aussi bien à l'égard du modeste ouvrier — qui ne possède pas la somme nécessaire pour payer comptant les outils qui lui sont vendus à crédit et qui se libérera par acomptes prélevés sur le produit de son travail futur, — que pour les grandes entreprises industrielles ou agricoles, où il serait impossible de réaliser du jour au lendemain les capitaux considérables engagés dans l'exploitation. Dans toutes ces situations, on discerne une insolvabilité latente, qui est la conséquence nécessaire de tout appel au crédit d'autrui. Si le législateur voulait réprimer ou atténuer cette insolvabilité, il paraly-

serait l'activité individuelle ; toute mesure coercitive édictée dans ce sens serait un obstacle infranchissable élevé contre toutes les initiatives industrielles ou commerciales, et une semblable inquisition dans le patrimoine des citoyens serait intolérable. Comme l'a fort bien remarqué M. le Marquis de Vareilles-Sommières: « L'homme, étant libre et doué
« d'une merveilleuse activité, peut valablement contracter
« envers ses semblables, un nombre indéfini d'obligations.
« Jamais on n'est absolument sûr que ses engagements dépassent les ressources de cette activité, et qu'il n'a plus
« rien à promettre. Ce qu'il ne pourra exécuter en personne, il pourra le faire exécuter par d'autres. Ce qu'il ne
« pourra payer en nature, il pourra sans doute le payer en
« dommages-intérêts. S'il n'a pas les choses promises, il
« peut se les procurer. S'il n'a pas de biens, il peut en acquérir. Même s'il fait une promesse, dont l'exécution
« exacte est inconciliable avec l'exécution d'une promesse
« antérieure, elle est valable, car elle peut être honnête chez
« lui comme chez le créancier : il se fait fort sans doute
« d'obtenir la remise de son engagement antérieur; en tout
« cas, celle des deux dettes qui ne sera pas exécutée à la
« lettre, le sera, ou du moins, a la chance de l'être en dommages-intérêts. »

(Du conflit de créances et du droit de préférence entre créanciers. — Revue critique de Législation et de Jurisprudence, année 1905, p. 528).

D'ailleurs on dit souvent que l'insolvabilité résulte d'une simple opération arithmétique, lorsque l'ensemble des dettes est supérieur au montant de l'actif. Telle est l'opinion qui a été soutenue par M. Garraud (*De la Déconfiture*, p. 70): « Si un commerçant, fut-il insolvable, continue à
« solder ses créances, à faire honneur à ses affaires, il ne

« peut être mis en faillite. Or ces situations sont possibles :
« que le commerçant ait mal combiné ses rentrées avec ses
« échéances, qu'il ait consenti des termes trop longs, qu'il
« ait en portefeuille des valeurs difficiles à réaliser, il ces-
« sera ses paiements, et il y aura faillite sans insolvabilité. »

La même doctrine se retrouve sous la plume de M. Dupin (*De la faillite civile, Thèse de Grenoble* 1900, p. 23). D'après cet auteur, il suffit de faire le compte de l'actif et du passif d'un individu et de comparer ces deux masses entre elles, pour savoir s'il est ou non solvable.

Mais cette insolvabilité, résultat d'une opération arithmétique, nous paraît inexacte. Pour discerner la véritable situation pécuniaire d'un débiteur, il faut procéder à une analyse très délicate et très minutieuse.

Un semblable procédé néglige, en effet, l'un des facteurs les plus importants du patrimoine : l'élément personnel, qui comprend les qualités propres du débiteur, son activité, son talent, son aptitude professionnelle qui figurent évidemment parmi les biens les plus précieux, puisqu'ils lui permettent de se procurer du crédit ou d'obtenir des délais, et les créanciers, comptant sur cette valeur stable dans le patrimoine, auront la perspective certaine d'être finalement désintéressés. Il est indiscutable, en effet, que le crédit repose non seulement sur les valeurs pécuniaires qui constituent le gage commun des créanciers, mais surtout sur l'élément personnel qui permet d'apprécier les chances de succès de l'entreprise. Ce sont, dans la pratique des affaires, les talents personnels du débiteur qui entrent en ligne de compte toutes les fois qu'il s'agit d'avances à consentir à un agriculteur, à un industriel, ou à ceux qui exercent une profession libérale. Grâce à son travail et aux bénéfices qu'il réalisera dans l'avenir, l'emprunteur sera un jour

en situation de désintéresser les personnes qui lui auront consenti des avances.

Il y a donc une nécessité qui s'impose au législateur ; celle de ménager la situation provisoirement gênée du débiteur, même si les termes fixés pour l'époque du remboursement ont été dépassés. Il ne faut pas que le Législateur vienne aggraver la condition du débiteur ; si celui-ci peut améliorer sa situation actuelle, en obtenant des délais de grâce ; il ne doit pas être mis brusquement dans l'obligation de liquider son patrimoine.

Cette solution ne doit pas être dictée seulement par une pensée d'humanité envers le débiteur, elle est commandée également par l'intérêt des créanciers eux-mêmes qui n'ont de chance d'être payés qu'en accordant des délais.

Pour tous ces motifs nous pensons que la mauvaise volonté, même avérée du débiteur, ou encore une saisie émanant d'un seul créancier, ne constitueraient pas des circonstances suffisantes pour déclarer que le débiteur est insolvable. On ne saurait dire qu'en pareil cas, on est en présence d'un état de déconfiture, et qu'une liquidation immédiate de la situation s'impose. Cette insolvabilité latente peut se prolonger pendant une longue période, et elle ne constitue un danger pour l'ensemble des créanciers que si des événements ultérieurs viennent s'y ajouter et attester l'impossibilité absolue où se trouve le débiteur de continuer désormais son exploitation.

Il faut même aller plus loin dans cette voie : il faut permettre au débiteur de se servir d'un crédit même apparent, d'un crédit qui serait temporairement injustifié, mais qui peut devenir l'élément du succès. C'est ainsi que dans toutes les industries il y a de mauvaises années à subir ; on se lance dans des opérations qui donnent des résultats à peine

suffisants pour maintenir la mise en œuvre ; mais ces périodes de pertes pourront être suivies d'années plus heureuses. Telle est du moins la pensée du débiteur, qui concorde vraisemblablement avec les espérances de ses créanciers. Il faut que le débiteur puisse traverser ces épreuves sans être arrêté par les obstacles que la loi lui dresserait. Il y a d'ailleurs un élément qui est indépendant de la volonté de l'individu : toutes les fois que l'on monte une entreprise, on immobilise des capitaux pour répondre à des destinations diverses ; c'est ainsi qu'on engagera des sommes d'argent considérables dans l'installation de machines d'une grande puissance. Or ces engins se déprécieront avec l'usage, et après une certaine période d'usage ils devront être mis au rebut, sous peine de ne pouvoir supporter la concurrence d'un outillage plus perfectionné. L'industriel doit, en commençant son entreprise, calculer approximativement le délai à l'expiration duquel il lui faudra remplacer une partie de son matériel ; il doit donc chaque année consacrer une partie de son capital à cet amortissement. S'il négligeait de prendre cette précaution, il se trouverait à un certain moment posséder un actif apparent qui ne correspondrait pas à la réalité. Cette circonstance serait de nature à lui causer des mécomptes sur le montant du crédit dont il peut disposer. Il ne faut pas l'empêcher de sortir indemne de cette période première d'amortissement.

Au début de son entreprise, le débiteur peut donc, pour beaucoup de motifs, se trouver dans une gêne momentanée, et si, dans sa conduite extérieure, rien ne fait présumer sa malhonnêteté, ce sera à très bon droit qu'il obtiendra des facilités et des délais pour le remboursement de ses dettes initiales. Dès lors qu'il n'emploie pas l'argent ainsi obtenu à des dépenses personnelles exagérées, que le montant du

prêt est réellement affecté à la destination économique qu'il devait recevoir, il ne doit pas être placé dans l'impossibilité de recourir à ces procédés qui n'ont rien d'illégitime et qui constituent peut-être l'élément le plus important du succès futur. En résumé on peut dire, sans exagérer, que si l'on ne tolérerait pas l'insolvabilité pendant un certain temps, on arrêterait la marche de presque toutes les entreprises, sous l'action des crises si diverses qui peuvent momentanément paralyser les affaires ou suspendre les bénéfices. L'Etat lui-même l'a si bien compris que, dans certains cas, il vient au secours d'une industrie naissante, en lui accordant des primes ou des subventions (exemple : la marine marchande). On ne pourrait donc lui demander de se déjuger lui-même et de ruiner par une intervention précipitée et maladroïte une exploitation industrielle qui, dans les débuts, est nécessairement obligée de s'adresser au crédit.

Il y a encore dans la pratique des affaires un autre élément dont il faut tenir compte, et que l'insolvabilité arithmétique a le tort de négliger complètement : c'est la question du temps, qui intervient pour apprécier la durée de la gêne momentanée du débiteur. En effet, si on ne s'arrêtait qu'aux chiffres, il pourrait arriver qu'une personne paraisse insolvable, bien qu'il en soit autrement en réalité. Tel serait le cas où un individu aurait un chiffre égal de dettes immédiatement exigibles et de créances qui ne seraient pas encore échues. A l'inverse, la solvabilité du débiteur sera vraisemblable si l'on fait entrer en ligne de compte le temps, qui lui permettra d'augmenter son actif ou de se procurer un crédit nouveau. Dans cette situation, si tous ceux qui l'ont aidé de leurs propres ressources consentent à ne prendre contre lui aucune mesure coercitive immédiate, il arrivera à désintéresser l'ensemble de ses créan-

ciers, sans qu'aucune de ses échéances reste en souffrance.

Cette analyse des éléments de la Déconfiture permet d'apercevoir qu'elle ne constitue pas un état simple, et d'expliquer le défaut de précision de la plupart des définitions qui en ont été données. On a d'abord défini la Déconfiture « l'état de toute personne non commerçante qui cesse ses paiements » (LAROMBIÈRE, *Traité des obligations*, t. II, Sur l'art. 1188, n° 4). Mais cette opinion a été, depuis, écartée et avec raison. L'analyse que nous venons de présenter montre en effet que cette conception est inexacte.

Dans l'ancien droit DOMAT (*Lois civiles*, Livre IV, Titre V), enseignait que « la Déconfiture désigne cet effet de
« l'insolvabilité du débiteur qui fait que ses biens sur les-
« quels les créanciers n'ont ni privilège, ni hypothèque, se
« distribuent par contribution ». Loysel dit encore: « Des-
« confiture est quand le débiteur fait rupture et faillite ou
« qu'il y a apparence notoire que ses biens, tant meubles
« qu'immeubles, ne suffiront pas au paiement de ses
« dettes » (LOYSEL, *Inst. Coutumières*, règle 685).

C'est dans le même sens que Brodeau, Pothier, et beaucoup d'autres auteurs parlent de la Déconfiture.

L'opinion de Loysel se trouve reproduite par MM. Aubry et Rau (*Cours de droit civil français*, 4^e édition, t. VI, § 280, p. 249): « On appelle Déconfiture l'état du débiteur
« non commerçant dont le passif surpasse l'actif, et qui se
« trouve ainsi dans l'impossibilité de satisfaire intégrale-
« ment tous ses créanciers. » Voir également dans le même sens Colmet de Santerre (*Cours analytique de droit civil français*, t. V, p. 176); DEMOLOMBE (*Cours de Code civil*, t. XXV, n° 3, p. 666 et 667).

Pour nous, nous pensons que la Déconfiture, c'est l'insolvabilité devenue apparente pour le public, et s'appliquant

à ceux qui n'ont que des dettes civiles. En un mot, nous nous rangeons à la définition qui avait été déjà adoptée par la *Coutume de Paris* (art. 180); en conséquence, pour qu'un individu soit déconfit, il faudra, suivant l'appréciation de Ferrière qui reste toujours vraie, que « ses
« biens, tant meubles, qu'immeubles, aient été saisis et
« vendus publiquement, et que le prix en provenant ne
« suffise pas à satisfaire ses créanciers saisissants et opposants » (FERRIÈRE, *Dictionnaire de droit et de pratique*, v^o *Déconfiture*). Le trait commun des définitions que nous rencontrons dans la *Coutume de Paris* et dans Ferrière, c'est la mise en relief du caractère apparent de l'insolvabilité; c'est donc à cet élément qu'il faut s'attacher pour discerner la déconfiture de la simple insolvabilité. Or l'hypothèse la plus fréquente dans laquelle cette insolvabilité latente se transformera en une situation d'une notoriété certaine, ce sera lorsqu'elle se sera manifestée par un ensemble de saisies démontrant que le patrimoine du débiteur ne suffit plus à désintéresser ses créanciers.

Toutefois il nous paraît impossible de préciser davantage; c'est là l'hypothèse la plus certaine de Déconfiture, mais il est évident qu'en fait, le même résultat pourra se manifester dans des situations plus ou moins analogues.

La jurisprudence a volontiers adopté ce critérium, d'après lequel des saisies demeurées infructueuses et l'insuccès de la discussion du patrimoine du débiteur, constituent les éléments les plus probants de l'état de Déconfiture. C'est en ce sens que se prononçait la Cour de Rennes par un arrêt déjà ancien, le 24 mars 1812 (SIR. 1812, 2^e partie, p. 313; DALLOZ, *Répertoire*, V^o *Obligations*, n^o 398).
« Pour qu'un débiteur soit en Déconfiture, il faut que des
« saisies mobilières et immobilières attestent son impuis-

« sance de satisfaire ses engagements. » Un arrêt de la Cour de cassation en date du 21 mars 1822 est encore plus formel : « L'état de Déconfiture ne résulte pas uniquement « d'un procès-verbal de carence des meubles du débiteur, « mais de la preuve de son insolvabilité, après discussion « de tous ses biens, tant meubles qu'immeubles. » (DALLOZ, *Répertoire*, V^o *Contrat de mariage*, n^o 1687 ; Toulouse 20 novembre 1835, DALLÔZ, *Obligations*, n^o 1297 ; Metz 16 décembre 1864, D. 1869.2.206).

Enfin à l'appui de l'opinion que nous soutenons, nous citerons l'exigence d'une certaine notoriété indiquée par M. Planiol (*Traité de droit civil*, tome II, 3^e édition, Paris 1905, p. 77):

CHAPITRE II

Causes de la Déconfiture

Il nous faut maintenant examiner quelles sont les causes immédiates de la Déconfiture. Une énumération précise de ces causes devrait s'appuyer sur des dispositions législatives, mais à cet égard les textes sont muets, ou, tout au moins, ne contiennent que des renseignements épars et insuffisants. Ce n'est pas à dire que des projets d'organisation d'ensemble n'aient pas été conçus à diverses époques : en ce qui concerne les débiteurs civils, M. le professeur Valette réclamait dès 1849, en même temps que la suppression de l'hypothèque judiciaire, l'organisation d'un état de déconfiture avec des causes limitativement déterminées.

A la même époque, M. Langlois déposait sur le bureau de l'Assemblée constituante une proposition de loi sur la réforme des Lois civiles relatives au crédit personnel, considéré comme une conséquence nécessaire de la réforme hypothécaire, et spécialement de la suppression de l'hypothèque judiciaire. Dans cette proposition rapportée dans la *Revue du droit français et étranger*, année 1850, vol. VII p. 319, on remarque notamment la disposition suivante :

Art. 1. — Un débiteur pourra sur la demande d'un ou de plusieurs de ses créanciers être déclaré en état de déconfiture :

1° Lorsqu'il renonce en fraude des droits de ses créanciers, aux droits ouverts en sa faveur;

2° Lorsqu'une partie notable de ses biens sont mis en vente forcée, et qu'ils sont insuffisants pour désintéresser tous ses créanciers ;

3° Lorsque le débiteur a disparu, sans laisser de procuration pour administrer ses affaires, ou qu'il est mort sans laisser d'héritiers connus, à moins que, dans ce dernier cas, il n'y ait pas insolvabilité notoire ;

4° Dans tous les cas d'insolvabilité notoire, à moins que l'actif du débiteur ne soit insuffisant pour désintéresser les créanciers privilégiés.

En 1880, on retrouve un projet du même genre, à la fin de l'ouvrage de M. Garraud (*De la Déconfiture*, p. 268 et s.).

En Belgique, où le législateur a toujours devancé les pays voisins dans la voie des réformes d'ordre social ou collectif, M. Laurent a également réservé une place à une théorie d'ensemble de la Déconfiture dans son avant-projet pour la refonte du Code civil Belge, t. IV, titre III.

En 1883, le Comité central des Chambres syndicales de Paris avait communiqué au Président de la Commission parlementaire des faillites un projet qui punissait comme banqueroutiers simples les individus qui se trouvaient dans un des cas suivants : 1° Individus dont les dépenses personnelles étaient excessives à raison de leurs ressources actuelles ou de leurs espérances d'avenir sérieusement fondées ; 2° Individus dont l'actif avait été consommé en pure perte par des opérations hasardeuses ; 3° Etaient assimilés aux précédents les individus qui, dans l'intention de se créer des ressources, s'étaient livrés à des emprunts, circulations d'effets, à des achats pour revente à vil prix, ou à tous autres moyens de se procurer des fonds (*Journal des*

faillites, 1883, p. 281 et 226). Les commerçants parisiens réclamaient avec insistance l'organisation de cette faillite civile « pour garantir les industriels contre le manque de « parole de clients très distingués qui disparaissent un « beau jour comme des météores, après leur traînée lumi-
neuse dans le firmament parisien. »

En 1888, M. Lacombe voyait dans la réglementation de la Déconfiture un moyen infaillible de conjurer la crise agricole (*Débats parlementaires*, Sénat janvier 1888, p. 66).

Ajoutons enfin, pour terminer ce tableau, d'abord un mémoire de M. Pascaud, conseiller à la Cour d'appel de Chambéry, publié dans la *Revue générale du droit*, année 1893, p. 481. Dans leur *Traité des faillites*, t. I, p. 31, MM. Lyon-Caen et Renault se montrent nettement partisans de cette réforme; la même idée se trouve développée par M. Thaller dans son livre sur les *Faillites en droit comparé*.

En laissant de côté ces divers projets et en ne nous arrêtant qu'aux textes actuellement en vigueur, nous croyons que l'on peut ramener à cinq les causes susceptibles de provoquer immédiatement l'état de Déconfiture.

Toutefois l'incertitude qui règne à cet égard dans la doctrine, s'explique si l'on réfléchit qu'on ne rencontre ici aucun fait précis, analogue à la cessation des paiements pour la faillite, et de nature à fixer le point de départ de cette situation. Les cas de Déconfiture que nous allons énumérer, nous paraissent indiscutables, en ce sens qu'ils coïncident avec une ruine complète pour le débiteur qui frappe vainement à toutes les portes, sans trouver l'assistance qui lui est indispensable.

1° *Ensemble des saisies.*

La première cause qui est la seule indiquée par beaucoup d'auteurs et à laquelle on ne saurait, en effet, contester la conséquence d'entraîner pour le débiteur une impossibilité absolue de se maintenir dans la vie des affaires, c'est un ensemble de saisies manifestant l'infériorité de l'actif par rapport au passif, et révélant l'insuffisance du patrimoine en face des créances qui le grèvent. Cette circonstance d'un ensemble de saisies accuse l'insolvabilité de la manière la plus nette. Elle démontre que le total des causes des saisies l'emporte de beaucoup sur le montant de l'actif du débiteur; alors même que les saisies n'ont pas encore abouti, il devient désormais constant que tous les ayants droit ne recevront pas un paiement intégral. Cette éventualité suffit pour engendrer la Déconfiture; cette conséquence s'impose sans que l'on doive attendre la consommation du désastre et l'inefficacité des voies d'exécution. Il n'est pas nécessaire d'exiger l'ouverture d'un ordre ou d'une contribution pour déclarer la Déconfiture acquise. On peut estimer que, même dans cette conception, la Déconfiture est bien tardivement prononcée; mais il paraît difficile d'édicter des mesures d'un caractère prématuré sans porter une atteinte intolérable à la liberté individuelle du débiteur.

C'est la cause traditionnelle rapportée par la plupart des auteurs, depuis Ferrière (*Dictionnaire du Droit et de Pratique*, v° *Déconfiture*).

2° *Aveu du débiteur.*

Si l'on doit respecter l'insolvabilité latente, il n'en est pas moins vrai que l'on doit la tenir pour constante lors-

que les circonstances démontrent qu'elle devient apparente et manifeste.

La jurisprudence contient à cet égard des décisions utiles à consulter: un arrêt de la Cour de Colmar du 4 mai 1864 a considéré comme suffisamment prouvée l'insolvabilité d'une personne qui, dans une lettre adressée à l'un de ses créanciers, déclarait ne savoir comment faire pour le payer (DALLOZ 64.2.230).

Un arrêt de la Cour de cassation du 4 août 1880 (SIREY 81.1.56) a prononcé la Déconfiture dans un cas où le débiteur avait pris la fuite, sa disparition ne pouvant s'expliquer que par l'importance de son passif. Il s'agissait d'un gérant d'une Société qui, avant de passer à l'étranger, avait expliqué dans une lettre, qu'il quittait la France après sa ruine complète: il y avait là un aveu du débiteur qui a été retenu par la Cour suprême comme un signe certain de la Déconfiture de cet individu.

L'aveu par le débiteur de sa Déconfiture peut être soit spontané, soit une adhésion à une affirmation émanant d'un tiers.

Dans un acte juridique quelconque, un créancier a affirmé que le débiteur était atteint d'insolvabilité, et ce dernier a laissé passer cette affirmation sans protester: dans ce cas, la Déconfiture s'ouvrira avec les conséquences accessoires qui s'y rattachent. Cette affirmation du créancier pourra se produire dans les circonstances les plus diverses, notamment dans une instance en justice, dans une sommation, ou même dans une lettre d'affaires, c'est-à-dire en dehors de toute instance (PLANIOL, *Traité de droit civil*, 3^e édition, n° 216).

L'aveu du débiteur constituera évidemment au premier chef une preuve de sa Déconfiture. On ne saurait contester

son insolvabilité, du moment que l'intéressé lui-même l'a reconnue. Mais cet aveu n'intervient, généralement, qu'entre deux personnes déterminées; une question se pose immédiatement: un autre créancier pourra-t-il s'emparer de l'aveu émané du débiteur pour se prévaloir personnellement des effets de la Déconfiture, par exemple de la déchéance du terme; ou bien ne pourra-t-on pas lui opposer l'autorité relative soit du jugement qui a pu être rendu (art. 1351), soit de la convention intervenue entre le débiteur et le tiers, ou des actes de procédure qui ont été passés? Il faut répondre qu'il n'y a pas à se préoccuper ici de l'effet relatif, parce que nous sommes en présence d'une situation qui doit être constatée à l'égard de tous, et que les actes qui la révèlent doivent être munis d'une portée absolue. On doit appliquer ici le même raisonnement qu'en matière de succession où la qualité d'héritier prise dans un acte vis-à-vis d'une personne déterminée fixe invariablement cette condition à l'égard de tout le monde (DALLOZ, *Supplément v° Successions*, n° 714). En conséquence, l'aveu du débiteur aura établi la Déconfiture, vis-à-vis de toutes les personnes qui sont intéressées à s'en prévaloir: il s'agit de la constatation d'un fait absolu, dans sa nature et dans ses conséquences.

L'idée d'une Déconfiture établie par l'aveu a reçu quelques applications dans la jurisprudence: un individu laisse protester des effets qu'il a souscrits; après la vente de ses meubles, il sollicite de ses créanciers un arrangement. La Cour de Caen a décidé le 23 mai 1842 (DALLOZ, *Répertoire v° Obligations*, n° 1296) qu'il y avait Déconfiture. On peut rapprocher de cette espèce un arrêt de la Cour d'Orléans, en date du 30 avril 1846 (DALLOZ 1846.2.135).

3° *Cession de biens.*

Une troisième cause de Déconfiture apparaît avec la cession de biens consentie par le débiteur à ses créanciers, sauf une distinction à formuler entre la cession de biens volontaires et la cession de biens judiciaire.

La cession de biens volontaire est celle qui est acceptée par tous les créanciers sans exception (art. 1265 et 1266). Cette cession de biens volontaire équivaut à la reconnaissance manifeste de l'insolvabilité; elle est avantageuse pour le débiteur, en ce sens qu'elle lui permet de rejeter sur ses créanciers les soucis afférents à la liquidation de son patrimoine. Par elle-même la cession des biens n'exonère pas le débiteur du paiement du surplus de ses dettes, si ses biens actuels sont insuffisants pour répondre du passif; mais une convention est toujours possible, stipulant que moyennant l'abandon de son patrimoine, le débiteur ne pourra plus désormais être recherché dans l'avenir. Le débiteur ainsi dispensé des frais et des ennuis de réalisation, se trouve frappé par la Déconfiture, sans avoir à subir les inconvénients d'une poursuite.

Cette solution, incontestée en cas de cession de biens volontaire, se produira-t-elle également si la cession de biens a lieu en justice? Des difficultés peuvent se concevoir dans cet ordre d'idées, car on a douté de la survivance même de la cession de biens judiciaire. Son objet principal était d'éviter la contrainte par corps, or la loi du 2 juillet 1867 est venue abolir la contrainte par corps en matière civile et commerciale. Dans ces conditions, la cession de biens judiciaire conserve-t-elle encore un rôle pratique?

La question doit être résolue par l'affirmative. Il y a des condamnations pénales (la contrainte par corps reprend

alors son empire) encourues pour des actes que la loi réprime, bien qu'ils n'entachent en rien l'honnêteté et la moralité de leur auteur: Il en est ainsi des blessures involontaires et de la plupart des contraventions. Dans toutes ces hypothèses, la cession de biens judiciaire sera d'une application possible, et le bénéfice de l'art. 1268 s'étendra de ce chef aux débiteurs malheureux et de bonne foi (COLMET DE SANTERRE, *Cours de Code civil*, t. V, n° 213 bis — DEMOULOMBE, *Cours de Code civil*, t. XXVIII, n° 217 — LAURENT, *Principes de droit civil*, t. XVIII, n° 235 — PLANIOL, t. II, n° 178 — GLASSON, *Précis de procédure civile*, t. II, p. 611.

Mais faudrait-il aller plus loin et admettre que la cession de biens judiciaire demeure toujours possible, alors même qu'elle n'a pas pour but de dispenser le débiteur de la contrainte par corps?

Le débiteur peut-il, avec l'adhésion de quelques-uns de ses créanciers, ou même sans aucun consentement, procéder, quand il est hors d'état de payer ses dettes, à l'abandon de ses biens opéré par voie judiciaire? On pourrait le soutenir en alléguant que l'art. 1268 n'est pas rédigé d'une manière restrictive et que la forme judiciaire employée pour la cession de biens, présenteraient toujours pour les créanciers l'avantage de leur épargner les inconvénients et les frais des voies d'exécution. Mais cette solution serait inadmissible: l'article 1268 se présente en effet avec un caractère essentiellement limitatif; c'est une concession que la loi accorde au débiteur, mais dans le but de garantir sa liberté physique, et on ne doit pas étendre la portée d'une règle qui est intervenue dans un but précis et déterminé. On commettrait de plus une inexactitude en soutenant que les créanciers ne peuvent pas souffrir de ce procédé: ils sont sans doute exonérés de la for-

malité de la saisie, mais il sera toujours nécessaire qu'ils s'entendent entre eux pour arriver à la réalisation de leur gage, et, s'il y a parmi eux des hommes inintelligents ou de mauvaise foi, les créanciers se heurteront toujours à des obstacles. D'autre part la cession de biens devient une entrave pour le créancier premier saisissant qui ne peut plus, pour le cas où les autres ne formeraient pas opposition, obtenir son paiement intégral sur le bien qu'il exécute. Il y a là sans doute un avantage au point de vue de l'équité collective : la justice commande plutôt que chacun subisse une perte partielle et non qu'un seul se retire intact de la crise, alors que les autres perdent leur créance. Mais les considérations d'ordre philosophique n'ont pas à intervenir quand il s'agit d'appliquer la loi, or celle-ci consacre sans restriction le droit de mener à bonne fin une saisie commencée (bien entendu si aucune opposition n'est pratiquée).

Telles sont les raisons pour lesquelles la cession de biens n'est pas admissible de la part d'un débiteur qui n'a pas à redouter la menace de la contrainte par corps (Voir en ce sens AUBRY et RAU, *Cours de droit civil français*, p. 511, § 782, note 22 — PONT, *De la contrainte par corps*, n° 995).

On peut regretter cette solution en législation : le désir du débiteur de respecter l'art. 2093 et d'appliquer à tous ses créanciers un règlement proportionnel, devient irréalisable et empêche la cession de biens judiciaire, dès que l'un d'eux se montre récalcitrant. C'est la conséquence nécessaire de la conception législative, acceptée chez nous, qui consiste à ne prendre aucune précaution pour assurer l'égalité entre tous les créanciers ; c'est un principe individualiste qui domine à cet égard notre droit civil : on s'attache à respecter la liberté de l'individu, qui doit mener en

principe une vie d'indépendance; il ne dépend pas de ses créanciers, dès lors que ceux-ci lui ont accordé confiance et s'en sont rapportés à sa seule probité. Bien qu'ils jouissent, en vertu de la loi, de droits conservatoires (art. 1166, 1167 et 1188), ils se trouvent à peu près désarmés en face de l'activité de leur débiteur. Si déplorable que soit ce résultat, on doit s'y résigner, et toute volonté contraire exprimée par le débiteur dans la forme précitée, serait dépourvu d'efficacité: il ne peut par une cession de biens judiciaire procéder à une répartition proportionnelle entre ses ayants droit.

4° Acceptation de succession sous bénéfice d'inventaire.

La Déconfiture ne se manifeste pas seulement pendant l'existence du débiteur; elle peut encore être provoquée après son décès: elle résulte alors de l'acceptation de sa succession sous bénéfice d'inventaire.

Le débiteur aura dissimulé pendant sa vie sa véritable situation; sa mort seule vient révéler sa ruine (PIANIOL, t. II, 3^e édition, n° 217). Cette modalité ne constitue assurément pas une preuve complète de la Déconfiture: l'héritier a pu très bien recourir à cette précaution sans avoir de données certaines sur la connaissance exacte du patrimoine du défunt. De plus il ne faut pas oublier l'hypothèse prévue par l'article 461, où une succession ne peut être acceptée que bénéficiairement: c'est le cas où elle échoit à un héritier mineur.

Malgré ces applications exceptionnelles, le législateur regarde bien en principe l'acceptation bénéficiaire comme une présomption d'insolvabilité. Comme on l'a dit fort justement (DUPIN, *De la faillite civile*, p. 83), ce parti a une

signification qui ne trompe personne. Le doute s'évanouit à cet égard, lorsque l'on considère les précautions organisées par la loi dans cette hypothèse, et qui ne peuvent s'expliquer que par un soupçon d'insolvabilité planant sur la mémoire du défunt. Au surplus le patrimoine du *de cuius* n'est plus désormais susceptible de s'augmenter ni par le travail de son titulaire puisqu'il a disparu, ni par l'activité de l'héritier puisque, par l'effet d'une démarcation intangible, « il se fige, pour ainsi dire, et conserve « comme une empreinte indélébile de la physionomie qu'il « avait au moment du décès de son maître... Le patrimoine du défunt est mort comme son maître, c'est un « compartiment fermé dans lequel rien de nouveau ne peut « plus se produire ; l'héritier lui-même n'y peut pas toucher. S'il y porte la main, il perd son bénéfice, et toute « cette fiction s'évanouit. » (PLANIOL, *Revue critique de Législation* 1891, p. 486 et s. : Un effet oublié de l'acceptation bénéficiaire d'une succession).

Il devient, par suite, nécessaire de prendre des mesures pour empêcher la diminution d'un patrimoine qui n'est plus susceptible de s'accroître. En conséquence, la loi autorise les créanciers à manifester les mêmes appréhensions que celles de l'héritier et à considérer la succession comme très probablement insolvable. Dès lors, rien n'est plus légitime que de leur permettre de prendre eux aussi des précautions. Le bénéfice d'inventaire entraîne en effet la séparation des patrimoines au profit des créanciers de la succession à l'encontre de ceux de l'héritier : les créanciers héréditaires en retirent donc les mêmes avantages que l'héritier lui-même. La loi qui impose à ce dernier des formalités minutieuses pour assurer le maintien de la valeur actuelle des biens successoraux, accomplit même un pas

de plus dans cette voie, et pour l'hypothèse où l'insolvabilité est ainsi présumée après le décès, elle édicte dans l'article 2146, al. 2, une disposition destinée à rétablir le régime de l'égalité entre les créanciers du défunt, et elle s'oppose à la naissance de nouveaux droits de préférence qui viendraient créer des situations privilégiées au profit seulement de quelques-uns des ayants droit.

Toutefois, il convient de remarquer que la jurisprudence ne se montre pas toujours favorable à l'extension de cette idée en matière civile, et qu'elle a autorisé, en pareil cas, l'accomplissement de formalités qui paraissent bien de nature à rompre l'égalité entre créanciers. Voir notamment arrêt de la Cour de Lyon 6 juillet 1889 (S. 92, II, 27 — D. 90, II, 113) qui déclare que le caractère bénéficiaire d'une hérédité ne met obstacle ni à la validité d'une saisie-arrêt, ni à la régularisation d'une donation par la signification, bien que tous ces actes aient pour conséquence de faire sortir du patrimoine du défunt des biens que la masse des créanciers était intéressée à conserver.

5° *Déclaration de vacance de succession.*

En nous plaçant toujours dans l'hypothèse d'un décès, nous assimilons à l'acceptation bénéficiaire la déclaration de vacance d'une succession. On sait qu'une succession est vacante (à la différence de la déshérence qui consiste dans l'attribution à l'Etat) quand, les délais pour faire inventaire et prendre parti étant expirés, personne ne se présente pour réclamer l'actif et qu'il n'existe point d'héritiers connus (Voir notamment PLANIOL, 3^e édit., t. III, n° 2037). Ces circonstances n'équivalent pas assurément à une démonstration complète de l'insolvabilité, mais

la présomption d'un passif supérieur à l'actif s'élève avec plus de force qu'au cas d'acceptation bénéficiaire ; toutefois cette démonstration est plus complète si les héritiers connus ont renoncé à la succession.

Tel est bien d'ailleurs le point de vue de la loi qui, en prescrivant la nomination d'un curateur chargé de la liquidation de la succession, traite le patrimoine du défunt comme s'il était insolvable et cherche à empêcher toute diminution de l'actif existant.

Toutefois, contrairement à la jurisprudence antérieure, un jugement du Tribunal civil de Bordeaux a décidé que la vacance d'une succession n'emportait pas présomption de Déconfiture. (2 juin 1903, *Gaz. du Palais*, 25 juillet 1903.)

Il est certain que cette énumération ne saurait être rigoureusement limitative ; bien d'autres circonstances pourront établir la Déconfiture, à la condition que la preuve en soit manifeste. Un effet aussi grave ne peut être attaché à un simple procès-verbal de carence de meubles, dressé au cours d'une saisie : le débiteur peut en effet posséder des biens d'une autre nature, valeurs industrielles ou immeubles (Cour de cassation arrêt du 21 mars 1822, DALLOZ, *Répertoire* v° *Contrat de mariage*, n° 1687 — Toulouse 20 novembre 1835, DALLOZ, *Répertoire* v° *Obligations*, n° 1297 — *Contrà* Lyon 3 août 1833, DALLOZ, *Répertoire*, v° *Obligations*, n° 1296).

Nous écarterons aussi comme cause de Déconfiture la circonstance qu'un inventaire a été dressé après le décès d'une personne, si l'héritier accepte purement et simplement, et alors même que cet inventaire révélerait l'exis-

tence d'un passif supérieur à l'actif. En effet, l'héritier peut posséder des biens suffisants pour assurer le remboursement intégral des dettes de son auteur, et le législateur ne doit pas mettre d'obstacle à l'accomplissement d'un désir aussi légitime. (Cf. R. DE LA GRASSERIE, *Du passif des successions*, Paris 1896).

L'insolvabilité, alors même qu'elle existe, n'est ni définitive, ni irrémédiable, et tous les créanciers pourront dans un avenir plus ou moins rapproché, recevoir leur paiement.

Nous pouvons donc conclure que toutes les fois que l'insolvabilité sera notoire et avouée, la Déconfiture apparaîtra et produira ses effets. Mais il y aura une constatation qui dépendra dans chaque espèce de l'appréciation des juges, en cas de doute ; les tribunaux se prononceront dans ce sens, dès que des signes bien établis de l'insuffisance de l'actif attesteront que le débiteur est au-dessous de ses affaires et ne mérite plus la confiance d'autrui (PLANIOU, t. III, n° 216 — DUPIN, texte précité, p. 26 et 27).

CHAPITRE III

Législations Etrangères

Certaines législations se sont attachées à prévoir les causes de l'ouverture de la Déconfiture, de même qu'elles en ont réglementé les effets. C'est ainsi que la loi suédoise du 19 septembre 1862, modifiée le 13 avril 1883 (*Annuaire de Législation étrangère*, année 1878, p. 666, année 1884, p. 681), range, parmi les causes de la Déconfiture : **p**

1° Le départ du débiteur qui a quitté le pays sans payer ses dettes et sans esprit de retour ;

2° La saisie de ses biens ;

3° Le fait, par le débiteur, de se livrer à des manœuvres frauduleuses vis-à-vis de ses créanciers ;

4° L'absence inexplicquée du débiteur qui, au cas où sa dette est échue, se cache sans avoir laissé un mandataire pour le représenter ou un actif suffisant ;

5° L'hypothèse où un créancier privilégié, à raison d'une inscription pour avances à l'industrie, voit saisir par un autre créancier les biens affectés à son privilège et a ainsi de justes raisons de craindre que sa sûreté n'ait plus une assiette suffisante.

On rencontre à peu près les mêmes dispositions dans les lois norvégiennes des 6 juin 1863 et 3 juin 1874 (*Bulletin de la Société de Législation comparée*, t. XIV, p. 64 et s.).

En Espagne, les dispositions concernant l'insolvabilité, cause de la Déconfiture, sont contenues au Code civil (articles 1914-1920) et dans la « Ley de Enjuiciamiento », t. VII, articles 1130-1317).

En Autriche (loi du 25 décembre 1868 et deux lois du 16 mars 1884) et en Hongrie (loi du 29 mars 1881), la faillite et la Déconfiture présentent une certaine analogie en ce sens que, quelle que soit la profession du débiteur, son insolvabilité donne toujours ouverture à un concours entre ses créanciers ; les différences de détail séparent seulement la procédure commerciale de règlement collectif de la procédure civile. La Déconfiture se produit dans les cas suivants déterminés par la loi : le débiteur, dans l'impossibilité de payer ses dettes, déclare lui-même son insolvabilité, ou encore, après sa mort, le règlement par voie de concours est demandé par l'héritier ou le curateur de la succession ; le concours peut encore être ouvert sur les poursuites des créanciers quand ce débiteur ne comparait pas ou qu'il est hors d'état de payer ses dettes ; enfin il en est aussi de même quand le débiteur est en fuite ou se cache et que ces faits ne peuvent s'expliquer autrement que par son insolvabilité. « Il y a là une mesure de rigueur, « une menace et un moyen de pression contre le débiteur « récalcitrant » (LEROY, *Journal des faillites*, 1883, p. 563. Voir encore *Bulletin de la Société de Législation comparée*, Etude de BURNOIR, t. XVII, p. 366, et une autre étude du même, *Annuaire de Législation étrangère* 1882, p. 320 - THALLER, t. I, p. 94 et 95).

En Allemagne et en Angleterre, le même régime s'applique à tous les insolvable, qu'ils exercent ou non la profession de commerçant : c'est l'assimilation complète de la Déconfiture et de la faillite. Il en est ainsi en Allemagne

depuis la loi de concours du 10 février 1877, devenue obligatoire dans tout l'Empire à partir du 1^{er} octobre 1879 (BUENOIR, *Bulletin de Législation comparée*, t. XVII, p. 386 et s. — THALLER, t. I, p. 386 et s. — WEBER, *Etude critique et comparaison de l'exécution forcée en Droit français et en Droit allemand*, thèse Paris 1899).

La loi anglaise du 25 août 1883 soumet également tous les insolvable à la même procédure de liquidation collective. D'après l'article 6 de cette loi, la faillite s'ouvre sur la demande des créanciers, lorsque leurs créances atteignent 50 livrés et qu'ils peuvent invoquer un des « acts of bankruptcy » limitativement énumérés par l'article 4. M. Lyon Caen résume ainsi les dispositions de cet article : « certains de ces actes concernent la personne du débiteur, tels que son départ de l'Angleterre ; d'autres sont relatifs à ses biens, comme l'acte par lequel il constitue frauduleusement un droit de préférence au profit de l'un de ses créanciers ; dans une dernière classe on peut ranger tous les actes qui paraissent démontrer son insolvabilité. »

La législation anglaise, ainsi réformée, ne paraît pas avoir soulevé de critique à l'occasion de l'application d'une même procédure de liquidation à tous les insolvable. Cette loi de 1883 n'a d'ailleurs été que le résultat d'une lente évolution, qui a été l'œuvre de plusieurs siècles et qui paraît s'être accomplie sous l'empire d'un mouvement favorable de l'opinion. De plus, le mode anglais de liquidation est empreint d'une certaine clémence vis-à-vis des débiteurs : ceux-ci n'ont donc pas protesté contre une loi qui atténue, en définitive, la rigueur que pourrait montrer un créancier acharné à une poursuite individuelle. Tels sont les motifs qui paraissent avoir influencé le Parlement irlandais qui, par une loi du 30 août 1889, a adopté l'assi-

milation complète de tous les débiteurs au point de vue de la faillite.

En Hollande, on ne rencontre pas non plus une législation qui affecte des règles spéciales aux non commerçants : la loi du 30 septembre 1893, supprimant toute distinction entre la Déconfiture et la faillite, décide que les causes d'ouverture de la faillite sont les mêmes pour tous les insolubles. D'après l'article 1^{er}, est passible de la faillite le débiteur qui se trouve dans la situation d'avoir suspendu ses paiements (MULDER, *Annuaire de Législation étrangère*, année 1894, p. 400). Cette réforme n'a pas été acceptée sans avoir rencontré beaucoup d'obstacles ; M. Jitta a retracé l'histoire des difficultés surmontées par cette loi (*Annales de Droit commercial*, 1896, p. 301).

TITRE II

Déclaration et effets de la Déconfiture

CHAPITRE PREMIER

Pas de déclaration générale

S'il est possible de découvrir dans le Code civil quelques indications éparses en ce qui concerne les causes de la déconfiture, on ne trouve, par contre, aucun texte permettant de déduire les règles pratiques sur la constatation de cette situation. Toutefois, le principe suivant peut être posé avec certitude : il n'existe pas, comme dans la faillite, de décision judiciaire qui justifie l'immixtion des créanciers dans le patrimoine du débiteur. Toutefois quand, de notoriété publique, les affaires de celui-ci commencent à prendre une mauvaise tournure et que cette situation devient apparente par l'un des événements que nous avons signalés, des mesures d'intérêt collectif s'imposent pour

sauvegarder les intérêts des créanciers ; le débiteur, par son attitude, justifie tous les soupçons, et l'immixtion des créanciers dans le patrimoine du débiteur apparaît comme éminemment justifiée. Mais cette transformation dans la liberté d'action de l'individu ne dérive pas d'une décision présentant, comme le jugement déclaratif de faillite, le caractère d'une mesure générale, opposable à tous les ayants droit d'une même personne, alors même qu'elle n'aurait été provoquée que par un simple créancier sans le concours des autres. La déclaration de l'état de Déconfiture produit des résultats qui sont essentiellement individuels et limités à celui qui l'a provoquée. Pour être admis à réclamer les avantages de la situation nouvelle, il faut avoir été l'un des agents de son organisation. La déchéance du terme, par exemple, ne pourra être invoquée que par celui qui a obtenu le jugement dont il s'agit ; les autres créanciers seraient mal fondés à venir en réclamer le bénéfice. Le principe de la relativité de la chose jugée, consacré par l'article 1351 C. civ., conserve ici tout son empire ; c'est dans une pensée d'égoïsme que chacun agit : pas de procédure d'ensemble s'inspirant de l'idée d'égalité. Il pourra donc arriver que les décisions rendues en cette matière, à l'occasion du règlement du patrimoine d'un même individu, entrent en contradiction les unes avec les autres, et ces résultats, bien qu'en contradiction avec l'équité, trouvent leur consécration dans les principes mêmes de la loi civile.

La législation italienne a cherché à organiser, en matière de Déconfiture, une certaine publicité mettant les divers intéressés en situation de faire valoir leurs droits, mais cela seulement dans une hypothèse spéciale, dans le cas de déconfiture après décès. Lorsqu'une succession est acceptée bénéficiairement, l'acceptation bénéficiaire doit

être transcrite au bureau des hypothèques du domicile du défunt, et insérée par extrait dans le journal des annonces judiciaires. La date de l'insertion forme le point de départ d'un délai d'un mois pendant lequel la caisse de la succession est fermée pour tout le monde. Les créanciers ont ainsi le temps de se révéler ; et, à la fin du délai, l'héritier, procédant à la liquidation du patrimoine de son auteur, paie ceux qui se présentent, au marc le franc ou intégralement, selon l'importance de l'actif délaissé par le défunt (Code civil italien, art. 977, 980, 981 et 995). Mais aucune procédure de ce genre ne se rencontre pour l'organisation de la Déconfiture du vivant du débiteur.

Les législations qui ont adopté les mêmes règles pour la liquidation de tous les débiteurs, civils ou commerçants, prescrivent au contraire la nécessité d'une décision judiciaire pour l'application de ce régime. Tel est le cas de l'Allemagne: paragraphe 95 de la loi du 1^{er} octobre 1877, qui présente d'ailleurs cette particularité que les tribunaux ne peuvent pas d'office prononcer la faillite.

En Suisse, où la loi fédérale du 11 avril 1889 a réglé jusqu'à présent les poursuites pour dettes et les faillites, on a créé deux organes chargés d'assurer le fonctionnement de la procédure relative aux insolvable : l'office des poursuites et l'office des faillites ; et la liquidation du patrimoine du débiteur ne peut commencer sans une réquisition qui est adressée par le créancier non payé au préposé aux poursuites du domicile débiteur (articles 46 et 67).

CHAPITRE II

Effets

Un seul effet est attaché par la loi à la déclaration de la Déconfiture: c'est la déchéance du terme (art. 1188 C. civ.). (Bourges 10 mai 1892 — D. P. 92.2.445). On aperçoit donc immédiatement la différence qui sépare, au point de vue de leurs effets, la Déconfiture de la faillite. Celle-ci produit une foule d'autres conséquences importantes, dont aucune n'est attachée à notre institution comme mesure d'ensemble. On y retrouve, il est vrai, certains effets de la faillite, mais ces effets dérivent des voies d'exécution subséquentes, et ne constituent pas un corollaire nécessaire de la Déconfiture; c'est moins la transformation opérée dans le patrimoine du débiteur que la saisie elle-même qui produit ces effets. Il y a donc indépendance absolue entre les deux idées : la saisie n'est pas une conséquence nécessaire de la Déconfiture. Elle ne se lie pas forcément à l'insolvabilité : il y a des individus récalcitrants qui n'exécutent leurs engagements que sous l'empire de la menace d'une exécution certaine. Or, du moment qu'aucune insuffisance de leur patrimoine ne s'est manifestée, la saisie avec les conséquences qui s'y rattachent, n'est point un effet entraîné par la Déconfiture. C'est ainsi notamment que l'inaliénabilité des immeubles, à partir du jour de la transcription,

se produira invariablement, quels que soient les motifs pour lesquels la saisie a été pratiquée (art. 686 C. pr. civ.).

Cependant il ne faut rien exagérer, et tout en reconnaissant qu'en général la Déconfiture n'occasionne d'une manière immédiate que la déchéance du terme, il y a des hypothèses, où certaines causes spéciales de la Déconfiture entraînent des résultats particuliers. C'est ainsi qu'au cas de succession acceptée bénéficiairement par l'héritier, celui-ci voit lui échapper la faculté absolue de disposer du patrimoine qui lui est dévolu ; il doit désormais respecter pour la vente des immeubles de la succession, les formalités de l'aliénation des biens de mineurs art. 806 C. civ. ; art. 963 à 965, 987 et 988 C. pr. civ.).

Les mêmes restrictions au droit de disposer se retrouvent au cas de cession consentie par le débiteur de ses biens à ses créanciers (art. 1269).

Par suite de ces dispositions, l'égalité entre les créanciers sera, dans une certaine mesure, assurée dans la liquidation des successions bénéficiaires ou vacantes, et aussi en cas de cession de biens ; mais on ne peut pas dire que cette tentative en vue d'une répartition proportionnelle des deniers du débiteur, soit contenue en germe dans la conception française de la Déconfiture : il y a là une conséquence nécessaire de certaines causes de la Déconfiture, mais ce n'est pas l'expression d'une loi générale dont le domaine s'étende à toutes les situations dont la Déconfiture peut découler.

Pour parcourir la liste des conséquences de la Déconfiture, il est nécessaire de s'inspirer d'une méthode logique. Aucun lien ne les rattachant entre elles, il faut alors recourir à une construction artificielle, et rechercher parmi les conséquences de la faillite celles qui sont susceptibles de

recevoir leur application en matière civile. Ce parallèle aura, d'autre part, l'avantage de pouvoir établir une ligne de démarcation plus nette entre deux organismes du droit privé qui, par des moyens divers, cherchent à répartir entre les intéressés ce qui reste d'un patrimoine déjà compromis.

1° Déchéance du terme.

Le seul effet certain de la Déconfiture, celui dont la portée est absolue, c'est la suppression désormais inévitable de tout crédit au débiteur : la déchéance du terme est encourue d'une manière irrémédiable (art. 1188 C. civ.) Bourges 10 mai 1892. C'est la traduction légale de cette idée importante que l'homme se trouve désormais ruiné dans ses facultés de crédit.

Pour quel motif la loi prononce-t-elle donc le retrait du crédit dont jouissait le débiteur ? Pourquoi l'empêche-t-elle désormais de pouvoir conjurer la crise qui s'acharne contre lui ? Il y a là une corrélation entre la déchéance du terme et la conception même de la Déconfiture. Ce qui, en fait, entrave les affaires du débiteur, c'est l'impossibilité de sortir d'embarras grâce à des emprunts momentanés qui lui permettraient de faire honneur aux échéances les plus pressantes ; mais les soupçons sont nés dans l'esprit de ceux qui se trouvaient en rapports quotidiens avec lui, et ils se sont précisés sous l'influence des voies d'exécution qui de tous côtés s'exercent sur le patrimoine du débiteur. Dès lors, ceux qui lui avaient accordé leur confiance, la lui retirent brusquement : c'est le seul moyen pour eux d'éviter l'absorption de leur gage, dont l'existence est sin-

gulièrement compromise, et de faire valoir leurs droits de manière à recevoir une satisfaction, au moins partielle. Si l'on comprend les appréhensions légitimes de ceux qui s'étaient obligés à maintenir pendant quelque temps au débiteur un crédit, *a fortiori* conçoit-on qu'il ne trouve aucun appui auprès de ceux qui jamais ne s'étaient engagés de lui maintenir leur confiance. Ainsi, en même temps qu'il perd tout crédit nouveau, la loi brusquement lui supprime son crédit ancien. Telle est la disposition formelle de l'article 1188 C. civ. bien qu'on puisse trouver singulier que cet effet dont l'importance ne peut être comprise qu'en raison de la Déconfiture, ne semble rattaché par aucun lien à cette institution. Il y a là, assurément, une lacune du texte de la loi, mais les travaux préparatoires ne sauraient laisser subsister aucun doute à cet égard (FERRET, *Travaux préparatoires du Code civil*, t. XIII, p. 69).

La première partie de l'article 1188 est donc insuffisante; elle ne montre pas clairement le lien qui peut unir la règle de ce texte à l'ensemble d'une théorie fondamentale dans notre Droit privé.

Mais la deuxième partie vient compléter : elle décide qu'un deuxième cas de déchéance du terme proviendra de la diminution des sûretés qui jadis avaient été concédées aux créanciers. Le créancier comptait sur la solvabilité du débiteur, sur son crédit, sur l'activité de ses commanditaires, or tous ses espoirs sont maintenant déçus. La sûreté qui apparaissait comme le moyen le plus propre à assurer le respect des engagements contractés par le débiteur disparaît tout d'un coup, ou tout au moins est diminuée par le fait de celui-ci, dans une proportion qui rend problématique l'exécution de l'obligation. Les dispositions de l'article 1188 s'appliquent donc en vertu de la Déconfiture ; d'ail-

leurs l'article 124 C. pr. civ. démontre que tel est bien le fondement de la règle dont il s'agit ; ce texte prévoit l'hypothèse où des biens seraient vendus à la requête d'autres créanciers, or telle est une des caractéristiques de l'état de Déconfiture.

Au surplus, l'idée que la Déconfiture est le fondement du principe inscrit dans les articles 1188 et 124, se trouve fortifiée par toute une série de textes, qui contiennent des dispositions similaires. Ces textes, analogues à l'article 1188, mentionnent formellement la Déconfiture ; il n'y a donc aucune raison de ne pas la considérer comme sous-entendue dans l'article 1188 qui constitue la disposition de principe. C'est ainsi que l'article 1913 C. civ. déclare que le capital d'une rente constituée perpétuelle devient exigible au profit du crédit-rentier, en cas de faillite ou de Déconfiture du débit-rentier ; celui-ci se voit donc enlever, en raison de l'insolvabilité qui est venue l'atteindre, le bénéfice du terme indéfini dont il jouissait (Caen 10 novembre 1857, SIREY 58, 2, 427 — AUBRY et RAU, IV, par. 400, texte et note 13 — GUILLIQUARD, *Du prêt*, p. 278). C'est aussi une conséquence de l'idée de Déconfiture que déduit l'article 1613 C. civ., lorsqu'il déclare qu'un vendeur qui a accordé à son acheteur un délai pour le paiement du prix, cesse d'être tenu d'opérer immédiatement la délivrance lorsque, depuis la vente, l'acheteur est tombé en Déconfiture ou en faillite (AUBRY et RAU, IV, par. 354, texte et note 13). De même l'article 2032 C. civ., 2^e al., stipule que la caution dispose, au cas de Déconfiture du débiteur principal, du droit de recourir contre lui, même avant d'avoir payé la dette, et de lui demander à être indemnisée. En réalité, ce n'est pas d'une indemnité qu'il s'agit dans ce texte, car une indemnité suppose soit un paiement antérieurement accom-

pli, soit un préjudice subi: ce que la caution réclame, c'est une garantie contre un préjudice possible ou même simplement éventuel, en raison de la perte de la confiance manifestée jusque-là au débiteur cautionné. Le recours qui s'ouvre au profit de la caution, se traduira donc par une allocation qu'elle se fera attribuer, et qu'elle touchera, au cas où elle serait obligée d'acquitter la dette entre les mains du créancier (Grenoble 3 août 1853, DALLOZ, 65, 2, 70).

Ce n'est pas seulement sur la situation de la caution, c'est encore sur celle du délégataire que la déconfiture exerce une influence ; il en est ainsi lorsqu'elle survient chez le délégué au temps de la délégation (art. 1276 C. civ.). Il y a suppression complète de tout crédit au délégué, en vertu de l'art. 1276 C. civ., lorsqu'il était déjà en faillite ou en Déconfiture à l'époque de la délégation, et le délégataire obtient alors un recours en garantie contre le délégant. Ce recours s'explique par l'idée que les parties ont subordonné leur convention à la solvabilité du nouveau débiteur désigné. Or, les circonstances venant à prouver que le délégué est au-dessous de ses affaires, la novation que l'on se proposait de réaliser, n'est pas opérée, et le délégataire subirait un préjudice illégitime, s'il ne conservait pas ses actions contre le délégant (COLMET DE SANTERRE, t. V, n° 224 bis).

C'est encore la suppression du crédit entraîné par la Déconfiture qui se manifeste dans l'article 1446, par. 2, d'après lequel en cas de Déconfiture du mari, les créanciers de la femme, qui en principe, ne peuvent pas demander la séparation de biens; afin de ne pas jeter ou aggraver la discorde entre les époux, sont autorisés à agir et à exercer les droits de la femme, jusqu'à concurrence de

leurs propres créances : ils seraient donc recevables à demander la liquidation des reprises de celle-ci (Paris 30 juin 1853, DALLOZ, 52, 2, 356 — Cass. 30 mars 1892, D. 92, 1, 281 — Bourges 10 mai 1892, D. 92, 2, 455). La déchéance du terme n'est cependant encourue de plein droit ; elle doit être demandée en justice.

Dans la faillite, la déchéance du terme a pour but d'assurer le respect de l'égalité entre les créanciers (les créanciers à terme seront admis à participer aux dividendes).

L'effet de la Déconfiture est beaucoup moins complet : les créanciers à terme n'auront point la ressource de prendre part de plein droit aux répartitions actuelles de deniers : ils auront seulement la faculté de recourir aux mesures conservatoires (oppositions aux saisies) en vue de s'assurer une portion du patrimoine qui leur échapperait sans cette précaution.

La déchéance du terme ne pouvant résulter que d'un jugement, la jurisprudence a déduit de cette idée des conséquences importantes : elle décide notamment que la compensation ne peut pas se produire de plein droit entre une dette pure et simple et une dette à terme, lorsque le débiteur de celle-ci est tombé en Déconfiture. Par application de la même idée, un arrêt de la Cour de Grenoble du 16 décembre 1904 (*Le Droit*, 17 février 1905) porte qu'une dette à terme ne commence à se prescrire que du jour de l'échéance, même si avant cette date le débiteur est tombé en Déconfiture.

2° Action paulienne.

L'état de Déconfiture reconnu, l'action paulienne qui permet en toute hypothèse de faire révoquer les actes frau-

duleux accomplis par le débiteur (art. 1167 C. civ.), acquiert un rôle important, car il devient désormais évident que tout acte de diminution du patrimoine du débiteur inflige une perte manifeste à ses créanciers. Quant à la condition de fraude exigée pour la mise en œuvre de l'action paulienne, elle résultera pour les actes à titre gratuit consentis par le débiteur, de la connaissance qu'il avait de son insolvabilité. Quant aux actes à titre onéreux, le tiers contractant ne sera pas considéré comme complice de la fraude par cela seul qu'il aura connu le mauvais état des affaires de l'autre partie ; il faudra nécessairement de sa part un acte déloyal, qui l'associe directement à l'œuvre frauduleuse accomplie par le débiteur. Lorsque ces conditions seront réunies, les créanciers antérieurs aux actes dont il s'agit pourront effectuer sur le patrimoine du débiteur un retour offensif, et peut-être arriveront-ils à obtenir leur paiement si l'actif est suffisant (Cassation 3 mars 1869, DALLOZ, 69, 1, 200).

Si l'action paulienne est fortifiée en cas de faillite par les dispositions singulièrement plus énergiques des articles 446 à 448 C. com., il n'en est pas de même dans l'organisation civile du régime de l'insolvabilité.

3° *Effets vis-à-vis de certains contrats et actes juridiques.*

La Déconfiture exerce son influence sur certains contrats et actes juridiques.

L'article 1865 C. civ., 4^e al., suivant sur ce point la tradition romaine, érige la Déconfiture en cause de dissolution de la société. Comme l'a fort bien dit Treilhard « la société « est dissoute, parce-qu'il ne peut plus y avoir ni confiance « dans la personne, ni égalité dans le contrat, qui tombe

« aussitôt, parce qu'il reposait principalement sur ces « deux bases » (LOCRE, t. VII, p. 245). Mais il est évident qu'une semblable disposition ne peut recevoir son application que dans les sociétés où l'*intuitus personæ* apparaît comme prépondérant, c'est-à-dire dans les sociétés en nom collectif et en commandite simple. Toutefois M. Garraud estime que la Déconfiture qui atteindrait un commandité, quelle que soit la forme, par actions ou par intérêts, de la société en commandite, serait une cause de dissolution (*De la Déconfiture*, p. 192).

Le mandat, d'après l'article 2003 C. civ., par. 2, figure au nombre des contrats où la Déconfiture entraîne l'extinction des opérations commencées. Il n'y a pas de distinction à observer, à cet égard, entre la personne du mandant et celle du mandataire. La situation, en ce qui concerne le mandataire, s'explique naturellement : l'insolvabilité survenue dans son patrimoine enlèverait toute sanction à la responsabilité qu'il supporte ; d'autre part, les recours qu'un mandataire pourrait avoir à exercer contre son mandant, deviendraient illusoires, si ce dernier ne possédait plus un actif suffisant pour l'indemniser.

Malgré la différence qui sépare le mandat civil et le mandat commercial ou commission, la jurisprudence a étendu à ce dernier l'effet de la Déconfiture : une décision du Tribunal civil de la Seine en date du 2 juin 1896 décide en effet que le contrat de commission cesse lorsque survient la Déconfiture de l'une des parties contractantes (*Gazette du Palais*, 96, II, 532).

D'après l'article 711 C. pr. civ., une incapacité spéciale frappe les personnes qui sont notoirement en Déconfiture : les avoués ne peuvent pas enchérir pour eux. Le but du législateur est facile à comprendre : il s'agit d'éviter des

retards et des mécomptes qui seraient préjudiciables aux intérêts des créanciers. La sanction de cette prohibition consiste, d'après l'article 711, dans la nullité de plein droit, du moment que la preuve de l'insolvabilité, lors de l'enchère, est acquise.

Toutes ces hypothèses ne sauraient soulever aucun doute ; mais des difficultés se sont élevées au sujet d'autres contrats, pour lesquels aucun texte n'a tranché la question.

Pour le bail, si la loi ne contient pas de décision directe, elle semble bien faire allusion à l'éventualité de la Déconfiture, dans l'article 1752 C. civ., d'après lequel l'absence de sûretés suffisantes pour répondre du loyer serait une cause de résiliation immédiate. Mais la jurisprudence n'a pas interprété ce texte dans un sens bien conforme à la logique. En effet, si le locataire, pour éviter une expulsion, cède son bail à un tiers, la jurisprudence valide la cession, malgré la Déconfiture du cédant, et elle décide même qu'en l'absence de toute clause particulière dans le contrat, celui-ci continue malgré l'insolvabilité du preneur (Caen, DALLON, 58, 2, 86).

Parmi les contrats susceptibles d'être dissous par la déconfiture, il y a encore lieu de noter l'assurance. Cependant le Code de commerce, le seul d'ailleurs qui se soit préoccupé du contrat d'assurance, n'attache une influence, au point de vue de la rupture du contrat, qu'à la faillite de l'assureur ou de l'assuré. Mais on est d'accord pour étendre cette solution contenue dans l'article 346, à la Déconfiture de l'une des parties et quelle que soit la nature de l'assurance (DUPIN, *De la faillite civile*, p. 38, note II).

4° *Du dessaisissement possible du débiteur.*

L'intérêt des créanciers commanderait évidemment d'enlever au débiteur la libre disposition de ses biens, pour éviter toute diminution frauduleusement apportée à leur gage. Telle est, en cas de faillite, la disposition de l'article 443 al. 1, du Code de commerce : aux faillis sont désormais interdits les actes non seulement de disposition, mais même d'administration. Le dessaisissement offre une utilité incontestable en cas de faillite, mais sa nécessité ne serait pas moins évidente en cas de Déconfiture. Qu'il s'agisse en effet du commerce ou des affaires civiles, la situation commande de protéger les créanciers contre les actes malhonnêtes ou même imprudents que le débiteur serait tenté d'accomplir, lorsque les premières poursuites l'avertissent de l'arrêt qui va se produire dans le crédit dont il jouissait jusqu'alors. Mais la loi civile ne s'est pas attachée à édicter des prescriptions en rapport avec les besoins des affaires, même au cas où la gravité du danger couru par les créanciers s'est manifestée par la saisie d'un immeuble appartenant au débiteur, aucune mesure générale de précaution n'est organisée dans l'intérêt collectif : il faudra attendre un délai de trente jours depuis le commandement, notifié au débiteur, pour opérer la saisie (art. 674 C. pr. civ.), et l'inaliénabilité ne s'imposera au débiteur qu'à partir de la transcription de la saisie (art. 686 C. pr. civ.). Dans tout l'intervalle, le débiteur sera demeuré maître d'aliéner à sa fantaisie et de diminuer ainsi son actif. La seule ressource, pour les créanciers, réside dans l'art. 1167 C. civ., mais les conditions d'application de ce texte,

bien que plus facilement admissible désormais, ne seront pas toujours réunies.

C'est là qu'apparaît l'un des principaux inconvénients de l'organisation de la Déconfiture, qui n'est pas prononcée par un jugement, et dont le domaine ne s'étend pas à l'égard de tout le monde.

Le dessaisissement ne se traduit, en matière civile, que par des applications partielles : indisponibilité du bien saisi, du jour de la transcription de la saisie (art. 686 C. pr. civ.) ; impossibilité pour le débiteur de constituer une hypothèque, à partir de la même époque. Mais dans l'intervalle qui s'est écoulé entre le premier acte par lequel s'est traduite l'exécution poursuivie sur le patrimoine et les formalités dont il s'agit, bien des opérations sont possibles, de nature à nuire aux intérêts des créanciers. Il n'existe pas d'ailleurs de précaution plus sérieuse en matière de saisie-arrêt (art. 565 C. pr. civ.), ou de saisie-exécution (art. 600 C. pr. civ.).

D'autre part, en matière commerciale, le dessaisissement se caractérise non seulement par le fait que le débiteur est privé désormais du droit de disposer, mais encore par la nomination d'un syndic qui est chargé pour l'avenir de représenter la masse des créanciers et de gérer en leur nom le patrimoine du failli. On ne trouve aucune organisation de ce genre si l'on place la déconfiture en face de la faillite, et ce n'est qu'exceptionnellement que des mesures similaires sont prises en matière civile. C'est ainsi que dans la saisie-exécution, un gardien est nommé pour veiller à la conservation des objets saisis-exécutés, mais son rôle se borne à peu près à la perception des fruits ou revenus (art. 603 et 604 C. pr. civ.). Un texte analogue se rencontre avec l'art. 681 C. pr. civ., qui prescrit à l'immeuble saisi

la nomination d'un sequestre qui souvent ne sera autre que le débiteur lui-même, mais ici encore ses pouvoirs sont encore plus réduits: ils se bornent à peu près à la vente des fruits récoltés, avec l'autorisation du Tribunal.

Toutefois dans certaines hypothèses de Déconfiture, des mesures plus efficaces sont prises au profit des créanciers. Il en est ainsi d'abord en matière de succession acceptée sous bénéfice d'inventaire: l'héritier se voit enlever désormais la faculté de vendre à l'amiable; il est tenu de suivre les formalités prescrites par les art. 805 et 806, sous peine d'être déchu du bénéfice dont il se prévaut.

Des dispositions analogues sont prescrites en cas de succession vacante (art. 813 et 814 C. civ.; 986 et s. C. pr. civ.). Enfin, d'après l'art. 904 C. pr. civ., la cession de biens a pour effet de rendre applicables, quant aux formes des ventes, les règles suivies en matière d'acceptation bénéficiaire d'une succession.

5° De l'égalité possible entre les créanciers.

Un des effets les plus importants de la faillite est assurément l'égalité qui règne désormais entre tous les créanciers, ceux-ci devenant pour ainsi dire membres d'une société dont l'objet est d'assurer la répartition au prorata des droits de chacun, à l'exclusion de toute faveur individuelle. A la lecture de l'art. 2093, il semblerait que le même principe enlève dorénavant toute latitude au débiteur d'avantager quelques-uns de ses créanciers au détriment des autres. Mais, en dépit de ce texte, on peut affirmer que notre législation n'a pas organisé un régime d'ensemble en vue de protéger les intérêts de tous les ayants droit. En effet, si du principe théorique, on passe à l'application pra-

tique, on se heurte à des inégalités flagrantes. Ainsi dans la contribution qui s'ouvrira sur le prix de vente des biens du débiteur, le nombre des produisants se réduira à ceux qui ont formé opposition à la saisie. Les créanciers qui se seront trévélés seront donc seuls désintéressés, en tout ou en partie, et le législateur ne prend nullement souci de ceux qui sont absents ou inconnus. Le débiteur conserve la latitude de donner satisfaction au créancier qu'il choisira, tandis qu'une semblable faculté n'est pas possible dans la faillite, et même quelquefois dès auparavant (art. 443, 446 et 447 C. com.). Il y a plus : le débiteur, même s'il le désirait, ne pourrait pas pratiquer vis-à-vis de ses créanciers, le respect de l'égalité; il est tenu de payer ceux qui se présentent au fur et à mesure qu'ils se révèlent à lui; il n'existe aucun texte derrière lequel il pourrait s'abriter pour appliquer la règle du paiement proportionnel. Que la déconfiture soit prononcée avant ou après le décès de l'individu, la situation demeure la même, et, si une velléité d'égalité apparaît d'abord dans le cas de l'acceptation bénéficiaire par l'organisation d'une gestion dans l'intérêt commun et par l'arrêt du cours des inscriptions hypothécaires, le législateur se garde de prescrire des mesures plus énergiques. Même en matière d'acceptation bénéficiaire, la disposition de l'art. 808 § 2 du Code civil équivaut au mépris le plus flagrant de l'équité à observer entre les créanciers. Ce texte érige en règle non seulement la faculté, mais l'obligation pour l'héritier bénéficiaire de donner satisfaction aux créanciers à mesure qu'ils se présentent jusqu'à épuisement de l'actif. C'est le résultat d'une conception singulière ; ce sera l'opposition seule qui viendra mettre l'héritier en demeure de garder les fonds disponibles, et de ne payer désormais que suivant l'ordre fixé par le juge

(art. 808 C. civ.; art. 990 C. pr. civ.). La procédure de distribution par contribution deviendra alors nécessaire, mais elle ne s'appliquera qu'aux créanciers opposants et n'étendra pas ses effets à ceux qui n'auront pas formé opposition. La définition du mot « opposant » dans l'art. 808 C. civ., est d'ailleurs très large. La jurisprudence assimile aux oppositions tous les actes d'une nature quelconque qui auront porté l'existence des créances ou des legs à la connaissance de l'héritier (PLANIOL, 3^e édition, t. III, n^o 2047) ; c'est ainsi qu'on a considéré comme révélant l'existence d'une dette, et par suite comme équivalent à une opposition, le fait de verser un acompte ou des intérêts (Voir note critique de M. Boistel, Dalloz 91.1.193). M. Boistel admet cette doctrine pour tous les cas où il y a un acte formel émanant du créancier et impliquant l'intention d'être payé à l'exclusion de tous autres. Il en serait ainsi d'une opposition faite par exploit d'huissier, ou encore de la signification aux héritiers du défunt du titre qui était exécutoire contre ce dernier (art. 877), de l'opposition à la levée des scellés hors la présence de l'opposant (Orléans 18 avril 1894, D. 95.2.184); de l'intervention à l'inventaire dressé après le décès; de la saisie notifiée à l'héritier bénéficiaire, le constituant désormais tiers saisi et l'empêchant pour l'avenir de disposer des deniers au détriment du requérant. Toutes ces hypothèses, par une ressemblance commune, manifesteraient de la part de celui qui se fait ainsi connaître, la volonté très ferme d'obtenir son paiement. Mais M. Boistel répudie la doctrine courante en tant qu'elle voit une opposition dans la simple connaissance indirecte acquise par l'héritier de certaines créances héréditaires, ou encore dans le paiement d'un acompte ou des intérêts à un créancier dont le titre est simplement constaté, sans qu'il soit suivi d'au-

cune opposition (Voir note sous Cassation 17 décembre 94, D. 95.1.193; Nancy 1^{er} février 84, D. 88.2.345). En effet l'opposition a toujours signifié traditionnellement une défense de payer, et il semble que le législateur attache un autre sens à ce mot, à propos du bénéfice d'inventaire. L'opposition a toujours été comprise comme constituée par un acte d'huissier portant défense au tiers saisi de payer au détriment de l'opposant.

Tout ce que l'on peut dire pour expliquer cette jurisprudence, qui a étendu la portée de l'opposition au delà de son sens légal et ordinaire, c'est qu'elle a voulu éviter l'injustice qui ressortirait du paiement du légataire avant les créanciers, et elle se préoccupe d'exclure les premiers par tous les moyens possibles, notamment en regardant comme ayant la valeur d'une opposition la connaissance portée à l'héritier par l'inventaire de l'existence d'un passif successoral. On peut donc conclure que les droits des créanciers ne sont pas plus protégés lorsqu'il s'agit du bénéfice d'inventaire que dans les autres hypothèses de déconfiture; et cependant l'urgence d'une réforme semblerait s'imposer plus particulièrement dans cette situation, où le décès du débiteur efface pour toujours la possibilité d'un paiement intégral par la voie de nouvelles acquisitions dues à son activité.

En réalité, les seuls cas où la notion de l'égalité est à peu près respectée par la loi civile, se rencontrent avec la succession vacante et la cession de biens.

En effet, lorsqu'une succession a été déclarée vacante, le curateur ne doit payer personne immédiatement; l'art. 813 l'oblige à déposer à la Caisse des consignations les deniers qui proviennent soit des ventes, soit des paiements reçus des débiteurs héréditaires, et c'est la Caisse des dépôts qui

se charge du règlement des ayants droit, mais elle exige à cet égard des justifications très minutieuses, telle qu'un bordereau de collocation ou un mandement de la nature de ceux qui sont délivrés par le greffier au cas prévu par l'art. 671. Si cette manière de voir était acceptée par tous, le régime de l'égalité se trouverait incontestablement transporté à la liquidation des successions vacantes; mais la jurisprudence ne paraît pas se ranger d'une manière unanime à cette pratique (Cassation 4 mai 92, D. 94.1.84).

Finalement, ce sera seulement en matière de cession de biens que nous pourrons constater une application exacte du principe de la loi commune à imposer à tous les créanciers. En effet, si l'art. 904 C. proc. civ. renvoie au bénéfice d'inventaire, ce renvoi ne vise que les formes de la vente, et non pas le règlement des comptes entre les créanciers. A ce point de vue, les art. 1267 à 1269 C. civ. ne contiennent aucune règle d'où l'on puisse inférer une dérogation certaine à l'idée d'une répartition proportionnelle. Les créanciers, vendant collectivement les biens, ne peuvent se répartir les deniers en provenant, qu'au marc le franc par voie de contribution amiable ou judiciaire. On ne s'expliquerait donc pas qu'un créancier pût être payé par préférence aux autres; du reste, l'art. 1898 oblige le débiteur à déposer au greffe du Tribunal où est présentée la requête en cession de biens, son bilan, ses livres et autres documents, et les créanciers possèdent dès lors tous les éléments nécessaires pour organiser une contribution entre eux.

Tel est le cas à peu près unique où le principe de l'égalité entre les créanciers, inscrit dans l'article 2093, reçoit son application. En dehors de là, le champ reste libre aux poursuites individuelles et l'âpreté que certains créanciers peu-

vent apporter à l'exécution du débiteur, aura souvent pour conséquence de priver les autres de toute répartition.

Ici s'arrête la liste des effets qui dans notre législation s'attachent à la déconfiture; dans l'état actuel de nos lois, on doit donc écarter toutes les autres mesures qui, en cas de faillite, sont prescrites dans l'intérêt de la masse des créanciers. Il faut donc exclure de la déconfiture :

1° La cessation générale et immédiate des poursuites (Cassation 17 janvier 55, D. 55.1.11) ;

2° Le système des nullités rétroagissant dans le passé, tel qu'il est formulé par les art. 446 et 447 C. com.; la seule ressource analogue et singulièrement moins efficace consiste dans l'exercice de l'action paulienne ;

3° Il n'existe aucune restriction spéciale, analogue aux règles tracées par les art. 558 et 559, qui soit apportée aux droits de la femme du déconfit ;

4° Est écartée encore de la déconfiture la cessation du cours des intérêts établie dans la faillite par l'art. 445; ce ne sera qu'à une époque beaucoup plus tardive que s'arrêtera le cours des intérêts, dans la déconfiture: il en sera ainsi après la clôture du procès-verbal d'ordre (art. 765 C. pr. civ.), c'est-à-dire lorsque la procédure d'exécution aura atteint sa dernière phase ;

5° Il n'y a pas en principe de suspension du cours des inscriptions, contrairement au principe consacré par l'art. 448 C. civ. Toutefois une exception importante est apportée à cette règle par l'art. 2146 C. civ., qui défend de prendre une inscription d'hypothèque à partir de l'ouverture de la succession acceptée sous bénéfice d'inventaire. C'est là une

tentative partielle en faveur de l'égalité des créanciers; mais cette idée insuffisamment comprise par le législateur civil, n'a pas été poussée jusqu'à sa dernière conséquence ;

6° Il est évident qu'avec une organisation aussi rudimentaire, la déconfiture ne peut pas comporter l'attribution d'une hypothèque à l'ensemble des créanciers sur les immeubles de leur débiteur. C'est donc par une erreur bien singulière que le Tribunal de Dunkerque dans les motifs d'un jugement du 15 mai 1884 (D. 85.2.48) paraît avoir établi une assimilation complète à cet égard entre la faillite et la déconfiture: le jugement contient une généralisation hâtive et certainement inexacte ;

7° A la différence de la faillite, la déconfiture n'est pas susceptible de se terminer par un concordat remettant le débiteur à la tête de ses affaires et lui accordant la remise d'une partie de ses dettes. Il y a, en effet, un texte formel qui domine toute la législation civile: c'est l'art. 1270 C. civ. § 3. Mais la différence entre les deux législations s'explique parfaitement ici: le débiteur commercial est excusable, dans une certaine mesure, de ne pas payer ses dettes, car il est nécessairement amené à spéculer, or ses prévisions doivent dominer l'avenir pour une certaine période, et les calculs qui paraissent les plus justes peuvent se trouver déjoués par les événements. La spéculation est la nature du commerce, et l'aléa y tient une part que le négociant le plus habile ne saurait conjurer. Les affaires civiles ne sont pas soumises aux mêmes éventualités, et le manquement par un débiteur à ses engagements présente un caractère de gravité plus marqué en ce sens qu'il est moins facile d'excuser l'inexécution de la parole donnée. Tout au plus pourrait-on admettre l'extension du concordat dans le domaine des opérations immobilières ou agricoles, où la spécula-

tion est inséparable de l'exercice de ces professions. L'agriculteur peut se tromper sur le rendement qu'il obtiendra avec le mode de culture employé, de même celui qui spéculé sur les immeubles n'est jamais certain de voir ses prévisions accomplies. Dès lors qu'un risque d'éventualités semblable aux crises qui surgissent dans la vie commerciale, peut survenir au cours des exploitations entreprises, on n'aperçoit plus aucun motif de proscrire le concordat, dont le but est d'adoucir l'infortune du débiteur honnête, tout en procurant à ses créanciers le maximum des avantages que la situation leur permet de recueillir ;

8° Les incapacités qu'entraîne la faillite ne sont pas attachées à la déconfiture. Le déconfit demeure comme auparavant capable de contracter (Bordeaux 29 juin 1898, sous Cassation, D. 1902.1.337 et *Revue Trimestrielle de Droit civil* 1902, p. 893). Ce n'est pas à dire cependant que certaines déchéances particulières ne viennent pas s'ajouter à l'état de déconfiture.

En premier lieu, l'art. 711 § 2 C. pr. civ. décide que les avoués ne pourront pas pratiquer la surenchère du sixième pour une personne atteinte d'insolvabilité.

D'autre part, la Cour de Paris a rendu le 6 janvier 1826 un arrêt aux termes duquel un usufruitier, dispensé par le titre constitutif de fournir caution, a été déclaré déchu de ce bénéfice en raison de sa déconfiture, survenue pendant la durée de l'usufruit (S. 26.2.231).

Enfin la déconfiture a paru de nature à jouer un rôle spécial quand elle se manifeste chez le titulaire d'un office ministériel. D'après un arrêt de la Cour de Paris 10 novembre 1845 (D. 46.4.147), elle peut constituer une cause suffisante de destitution. D'autres fois la déconfiture qui avait frappé le cédant d'un office, a été assimilée à un vice caché,

susceptible de motiver une demande en réduction du prix, ou même en résiliation de vente, si le cessionnaire n'avait aucun moyen de connaître cette circonstance (Bordeaux 12 février 1894, S. 95.2.97 — Cass. req. 4 novembre 95, Pand. 96 1.284).

En raison des lacunes de notre législation sur la déconfiture, certains ont essayé d'y remédier en imaginant une procédure offrant à divers égards des analogies avec le régime de la faillite (Voir *Revue critique de Législation et de Jurisprudence* 1891, p. 79 et s. — GARRAUD, *De la déconfiture*, p. 218 et s.). Un débiteur, se trouvant au-dessous de ses affaires, convoquait ses créanciers, ou inversement, devant le Président du Tribunal statuant en référé: le Président nommait un séquestre dont il délimitait les pouvoirs, suspendait les poursuites individuelles et donnait au séquestre les autorisations nécessaires pour réaliser l'actif et opérer un règlement proportionnel entre les divers ayants droit (Tribunal de Saint-Etienne 22 janvier 1873, D. 75.2.149). La Chambre des avoués de première instance de Lyon a même élaboré, en 1878, un règlement pour les séquestres et les administrateurs provisoires, qui contient toute une organisation de la déconfiture (DUPIN, *De la faillite civile*, p. 53 et s.).

Mais il y a là des remèdes qui sont forcément inefficaces. Aucun obstacle ne s'élève bien entendu à leur adoption si toutes les parties, respectivement majeures et capables, déclarent par une convention formelle vouloir suivre les formalités dont il s'agit. Mais si des dissentiments surviennent, le débiteur ne serait pas plus fondé à imposer cette

procédure à ses créanciers, que ceux-ci ne pourront le contraindre à en subir l'application. En effet, il y a là des règles qui, d'une part sont contraires aux principes les plus certains régissant le droit de propriété (art. 537 C. civ.) et qui, d'un autre côté, heurtent les règles formulées par le Code de procédure comme des garanties d'ordre public pour l'individu en butte aux poursuites de ses créanciers. Le mode de liquidation auquel nous venons de faire allusion est donc illégal (Tribunal civil de la Seine 26 mai 83, *Gaz. du Palais* 83.2.211. — Cassation 13 novembre 89, D. 90.1.8 — S. 90.1.34).

CONCLUSION

« Un débiteur civil emprunte audacieusement quelques
« centaines de mille francs, les convertit en rentes sur
« l'Etat ; l'échéance venue, il ne rembourse rien. Cet em-
« prunteur, dans l'état actuel de notre législation, ne peut
« être arrêté pour dettes ; il ne peut être exproprié de son
« actif ; il ne peut être poursuivi par le Ministère public ;
« il n'a commis aucune infraction prévue par nos codes
« criminels. Il est à la fois millionnaire, insolvable et au-
« dessus de toute répression. » Cette appréciation formu-
lée en 1868 par M. Lévêillé (*Revue pratique*, Tome XXII,
p. 319 : *De l'abolition de la contrainte par corps* — Cf. DE
LOYNES, *Revue critique* 1875, p. 799), demeure aujourd'hui
de tous points exacte. L'insuffisance des saisies permet au
débiteur de conserver ses biens, tout en manquant à ses
engagements ; il évite la ruine, sans que ses créanciers dis-
posent de moyens coercitifs efficaces. A l'inverse, le débi-
teur de bonne foi, qui s'efforce de conjurer la crise, se
verra bientôt terrassé par la multiplicité des poursuites
auxquelles chaque créancier apporte une âpreté d'autant

plus impitoyable qu'aucun frein ne vient modérer l'exercice des poursuites individuelles. Tous luttent pour obtenir un avantage secret du débiteur; souvent même un créancier habile aura réussi à réaliser le plus clair de l'actif, sans que les autres, moins prévoyants ou plus bienveillants, se soient doutés des poursuites pratiquées sur le patrimoine du débiteur. De là naissent en fait de véritables droits de préférence qui, pour n'avoir pas une origine légale, n'en produisent pas moins des effets très préjudiciables à la masse des créanciers: tant qu'une organisation collective ne sera pas organisée dans nos lois, les moins pressés et les plus timides verront toujours leurs droits sacrifiés au profit des autres. De pareils résultats ne peuvent que choquer des observateurs impartiaux, tout au moins dans un pays où la part accordée à l'initiative individuelle est bien moins importante qu'ailleurs. Aussi croyons-nous qu'il faut rejeter l'opinion de M. de Vareilles-Sommières (*De l'hypothèque judiciaire*, p. 220 et s.) qui repousse la déconfiture comme inconciliable avec les qualités d'activité personnelle dont doivent faire preuve des créanciers, habitués aux dangers quotidiens qui menacent leurs fortunes. Les idées de justice et d'égalité qui caractérisent notre race commandent au contraire d'assurer le bénéfice du même traitement à toutes les personnes qui méritent une protection similaire. Ce qu'il faudrait avant tout, ce serait une déclaration générale de déconfiture émanant du Tribunal, et revêtue de l'autorité qui appartient aux décisions judiciaires. Cette déclaration produirait effet *erga omnes*, et deviendrait la loi commune, aucun créancier ne pouvant se flatter d'échapper à son empire. Tout en respectant la liberté individuelle du débiteur contre laquelle personne ne saurait s'élever, sans apporter d'intolérables entraves à son activité économique,

il semble que l'on pourrait sans inconvénient considérer comme des causes de déconfiture, les trois circonstances suivantes qui révèlent une situation irrémédiablement compromise :

1° Il y a reconnaissance par le débiteur lui-même de son impuissance à conjurer la crise qui le frappe : il demande en conséquence sa mise en déconfiture, suivant le mode admis en Angleterre ou en Autriche ;

2° Le débiteur a commis des actes répétés de malhonnêteté avérée, qui ont pour conséquence de lui supprimer définitivement tout crédit personnel ou réel.

On pourrait attribuer le même effet à une disparition inexplicable du débiteur, alors que ses dettes, nombreuses, restent impayées ;

3° Les créanciers eux-mêmes devraient avoir la faculté de provoquer la déconfiture, lorsqu'il devient constant pour eux que l'actif du débiteur diminue progressivement, alors que son passif augmente. Le désir de mettre un terme à leurs perplexités, par une liquidation collective, est éminemment justifié comme le moyen le plus propre à éviter les lenteurs, le désarroi et les injustices.

Une autre solution a été proposée : l'extension aux non-commerçants de la faillite commerciale. Il est évident que, dans ces dernières années, un pas important a été fait dans cette voie par la loi du 1^{er} août 1893, qui a substitué au régime anarchique de la déconfiture, l'institution unitaire de la faillite, pour les Sociétés constituées postérieurement à cette loi, dans la forme par actions. Mais il n'a pas encore été question d'étendre cette récente réforme aux individus ; bien des préventions existent d'ailleurs contre une assimilation complète des deux branches du droit privé à cet égard.

L'extension de la faillite aux individus de toutes les professions aurait pour résultat de rendre le crédit plus facile à des personnes qui ne disposent que de ressources modiques, et une semblable innovation pourrait hâter la ruine de nombreux individus qui, sans les facilités ainsi obtenues, ne seraient pas devenus insolvable.

La protection des créanciers se retournerait ainsi contre les débiteurs eux-mêmes. D'autre part, le Droit civil est profondément hostile à tous les procédés de réalisation rapide du patrimoine, et l'exécution sommaire du débiteur apparaîtrait comme en contradiction flagrante avec les idées traditionnelles à cet égard. Pour tous ces motifs, nous ne pensons pas que le problème de l'extension de la faillite soit sur le point d'être résolu dans le sens d'un assujettissement des commerçants et des non-commerçants aux mêmes règles. Au surplus, le Droit civil a ses tendances et ses méthodes, et malgré la pénétration de plus en plus intime de toutes les branches de la législation, il garde son individualité qui, sur bien des points, l'oriente dans une voie tout opposée à celle du droit commercial. Nous croyons à la possibilité d'améliorer la liquidation des débiteurs civils sans la vivifier par une pratique empruntée au droit commercial, car les deux droits se séparent sur certains points par des différences irréductibles dont l'une d'elles se manifeste en matière d'insolvabilité. Il nous semble préférable que chaque branche du Droit se maintienne dans son domaine et conserve ses procédés spéciaux: et, s'il faut faire appel à une institution auxiliaire et perfectionnée, c'est dans la législation romaine que l'on doit en chercher le modèle. Et ainsi par un retour à une civilisation vieille de vingt siècles, on assurerait plus équitablement la condition des créanciers civils, en ressuscitant le mode si ancien de l'en-

voit en possession, qui demeure, malgré certains inconvénients inévitables, l'œuvre la plus parfaite que l'on puisse adapter aux besoins de la société contemporaine.

VU :

Le doyen,
LYON-CAEN

VU :

Le Président de la thèse,
ANDRÉ WEISS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
-------------------	---

HISTORIQUE

§ 1. Droit romain	5
Loi des XII Tables	5
Pignoris Cupio.....	6
{ Bonorum Sectio.....	8
Bonorum venditio.....	8
Cessio bonorum.....	11
Restitutio in integrum.....	12
Action paulienne.....	13
Interdit fraudatoir.....	14
Droit byzantin.....	15
§ 2. Ancien droit français.....	21

TITRE I

Notion sur la déconfiture

CHAPITRE PREMIER

Définition.....	35
Distinction de la déconfiture de la simple insolvabilité d'une part et de la faillite d'autre part.....	35

CHAPITRE II

Causes de la déconfiture.....	47
1° Ensemble de saisies.....	50
2° Aveu du débiteur.....	50
3° Cession de biens consentie par le débiteur (volontaire judiciaire).....	53
4° Acceptation bénéficiaire de la succession du débiteur.....	56
5° Déclaration de vacance de l'hérédité.....	58

CHAPITRE III

Législations étrangères.....	61
Suède.	
Espagne.	
Autriche.	
Allemagne.	
Angleterre.	
Hollande.	

TITRE II

Déclaration et Effets

CHAPITRE I

Pas de déclaration générale.....	65
----------------------------------	----

CHAPITRE II

Effets.....	69
1° Déchéance du terme	71
2° Action paulienne	75
3° Vis à vis de certains actes et contrats (société, mandat, bail, etc.).....	76
4° Dessaisissement possible du débiteur.....	79
5° Egalité possible entre tous les créanciers.....	81
Différence avec les effets de la faillite.....	89
Conclusion.....	91



